PUBLICATION DE L'INSTITUT AFRICAIN DU DÉVELOPPEMENT (ADI/ECAD)

CAPACITY DEVELOPMENT FOCUS

Newsletter

3e ÉDITION : SEPTEMBRE 2025

PERSPECTIVES SEMESTRIELLES POUR RENFORCER LES BASES
DE LA CONNAISSANCE ET AMPLIFIER LES CADRES DE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

AFRICAN DEVELOPMENT INSTITUTE
INSTITUT AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

3e édition: Septembre 2025

TABLE DES MATIÈRES

Liste des sigles et abréviations 3

Message de bienvenue du Directeur

- Libérer le potentiel de l'Afrique : une invitation à agir avec détermination | **Dr. Eric K. Ogunleye, Directeur, Institut africain de développement (ECAD), BAD** 4

Coin de l'éditeur **| Dr. Namawu Alhassan Alolo, Cheffe de la Division, Gestion des connaissances et services d'information (ECAD 3), Groupe de la BAD** 5

Développement des capacités à la loupe – Articles en vedette

- Renforcement des capacités dans les États en transition : une responsabilité partagée pour le développement durable **| M. Rufus Darkortey, ancien Administrateur pour la Gambie, le Ghana, le Libéria, la Sierra Leone et le Soudan, Conseil d'administration • Groupe de la BAD** 6
- Intensification des efforts en matière de connaissances et de gouvernance : les fondements de l'impact des infrastructures en Afrique **| Prof. Kevin Urama, Économiste en chef et Vice-président, Gouvernance économique et gestion des connaissances • Groupe de la BAD** 7
- Amélioration de la gestion des finances publiques en vue de bâtir des économies résilientes en Afrique : le rôle de l'Institut africain de développement **| Dr Eric K. Ogunleye, Directeur, ECAD • Groupe de la BAD** 8
- Doter les services de la Banque des moyens nécessaires pour mettre en œuvre la Stratégie décennale (2024–2033) **| Caroline Kende-Robb, Directrice principale, Département de la stratégie et des politiques opérationnelle • Groupe de la BAD** 9
- Les organisations de la société civile au cœur du développement : Renforcement de l'engagement et des capacités des OSC à travers l'Afrique **| Zéneb Touré, Cheffe de la Division, Société civile et coopération avec les communautés • Groupe de la BAD** 10
- Tirer parti de la conférence économique africaine (CEA) pour approfondir les connaissances et renforcer les capacités en Afrique **| Adeleke Salami, Chargé en chef du renforcement des capacités • ECAD 3, Groupe de la BAD** 11
- Autonomisation des femmes, réduction des inégalités et transformation de l'Afrique : l'engagement de la Banque en faveur du développement des capacités en matière de genre **| Dr. María José Moreno Ruiz, Chargée en chef de genre, Département Genre, femmes et société civile ; Département Pays du Nigeria • Groupe de la BAD** 12

Dynamique des politiques – Une rubrique consacrée aux politiques et aux documents opérationnels de la Banque

- Renforcement des capacités en matière de sauvegardes environnementales et sociales en Afrique **| Dr. Maman-Sani Issa, Directeur, Département Sauvegarde environnementale et sociale et conformité • Groupe de la BAD** 13
- Le nouveau cadre de gestion des résultats de la Banque africaine de développement (2024–2033) **| M. Olivier Shingiro, Chef de la Division, Performance institutionnelle et responsabilité • Groupe de la BAD** 14

Pleins feux sur les partenaires

- Mobiliser la diaspora africaine pour un impact durable **| African Canadian Association of Ottawa** 15

Activités récentes de développement des capacités – Amplifier l'impact grâce à l'innovation et à la collaboration

- Gestion des connaissances 17
- Gestion du cycle des programmes et projets 29
- Académie de gestion des finances publiques 32
- Académie de gestion des politiques macroéconomiques pour l'Afrique 36

Moments ECAD – Illustrer les occasions spéciales, les visites et les événements marquants de l'Institut 38

Prochains événements – Induire un impact grâce à la connaissance : quelles sont les perspectives pour le reste de l'année 2025 ? 40

Posez vos questions aux experts – Q&R 41

Liste des sigles et abréviations

ACAO	African Canadian Association of Ottawa
ACBF	Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique
ACET	African Centre for Economic Transformation
ADOTH	Journée africaine sur la colline
AFAWA	Initiative pour le financement en faveur des femmes en Afrique
AGFPA	Académie de gestion des finances publiques pour l'Afrique
AGPMA	Académie de gestion des politiques macroéconomiques pour l'Afrique
AHGC	Département Genre, femmes et société civile
BAD	Groupe de la Banque africaine de développement
BAII	Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures
BAsD	Banque asiatique de développement
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BID	Banque interaméricaine de développement
BMD	Banques multilatérales de développement
BMI	Business Monitor International
BOI	Banque de l'industrie
BPMR	Biens publics mondiaux et régionaux
CACM	Centre africain de contrôle et de prévention des maladies
CCDNA	Évaluations des besoins en matière de développement des capacités des pays
CDC	Centre de contrôle des maladies
CDF	Priorité au développement des capacités
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEA	Conférence économique africaine
CGC	Comité de gestion des connaissances
CGR	Cadre de gestion des résultats
CP	Communauté de pratiques
CREA	Consortium pour la recherche économique en Afrique
CSECoP	Communauté de pratiques pour l'engagement de la société civile
ECAD 1	Division du renforcement des capacités pour la gestion du cycle de programme
ECAD 2	Division du renforcement des capacités pour la gestion des politiques
ECAD 3	Division de la gestion des connaissances et des services d'informations
ECAD	Institut africain de développement
ECNR	Centre africain de gestion des ressources naturelles et d'investissement
ECVP	Gouvernance économique et gestion des connaissances
EDGE	Excellence dans la conception pour une plus grande efficacité
ESG	Environnemental, social et gouvernance
FAT	Facilité d'appui à la transition
FEM	Fonds mondial de l'environnement
FIFC	Département des services de décaissement
FMI	Fonds monétaire international
G-CoP	Communauté mondiale de pratiques
GFP	Gestion des finances publiques
GIZ	Agence allemande pour la coopération internationale (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit)
GONAT	Gouvernance des flux sortants liés aux ressources naturelles pou renforcer la résilience économique dans les États fragiles et en transition
ICFC	Renforcement des capacités institutionnelles et clinique fiduciaire
IDEV	Évaluation indépendante du développement
IFD	Institution de financement du développement
IFI	Institutions financières internationales
ILLS	Série Information and Library Learning
ISS	Indicateurs sectoriels standard
IT	Technologie de l'information
KCDF	Fonds de développement des connaissances et des capacités
LEI	Série "Leading-Edge Insight"
MASF	Mécanisme africain de stabilité financière
MOOC	Cours en ligne ouverts et à grande échelle
NCDS	Stratégies nationales de développement des capacités
OSC	Organisations de la société civile
PEA	Perspectives économiques en Afrique
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises
PMR	Pays membres régionaux
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
RAED	Revue annuelle de l'efficacité du développement
SD	Stratégie décennale (2024–2033)
SDC	Stratégie de développement des capacités
SE&S	Systèmes environnementaux et sociaux
SES	Sauvegardes environnementales et sociales
SFI	Société financière internationale
SNDR 1	Division Performance institutionnelle et responsabilité
SNDR	Impact sur le développement et résultats
SNFI	Département Gestion financière et services fiduciaires
SNSC	Département Sauvegardes environnementales et sociales et conformité
SNSP	Département Stratégie et politiques opérationnelles
SSI	Système de sauvegardes intégré
UA	Union africaine
VCDA	Académie virtuelle de renforcement des capacités
VCP	Programme de coopération volontaire
ZLECA	Zone de libre-échange continentale africaine

Dr. Eric K. Ogunleye (Directeur)

Institut africain de développement, Groupe de la BAD

Chers lecteurs, chères lectrices,

J'ai le plaisir de vous faire découvrir la troisième édition du Bulletin d'information Capacity Development Focus (CDF). Alors que nous franchissons la moitié de l'année 2025, je vous invite à prendre un moment pour réfléchir, et à vous remobiliser avec une détermination renouvelée en faveur de notre mission collective qui est de libérer tout le potentiel de l'Afrique, grâce à un développement transformateur des capacités.

Nous assistons à une puissante convergence d'ambitions, d'innovations et de résilience à travers le continent. De l'industrialisation verte et de l'innovation numérique aux réformes audacieuses en matière de gouvernance et à l'entrepreneuriat piloté par les jeunes, l'Afrique n'attend pas l'avenir, elle le construit. Cependant, pour que ces aspirations se traduisent par des progrès pérennes, nous devons investir massivement dans une ressource essentielle : les capacités. Les capacités institutionnelles sont le moteur silencieux qui anime chaque réforme réussie, chaque politique efficace et chaque avancée dans la fourniture de services. Elles font la différence entre potentiel et performance. À l'Institut africain de développement (ECAD) du Groupe de la BAD, nous estimons que le dépassement par l'Afrique de ses limites en matière de capacités est à la fois un impératif de développement et une priorité stratégique. Nous ne considérons pas le renforcement des capacités comme une simple fonction d'appui, mais plutôt comme le principal moteur de la transformation.

La présente édition du bulletin d'information du CDF vous propose des témoignages percutants, des idées innovantes et des outils concrets. Elle incarne l'esprit d'apprentissage, de partage et d'évolution, qui est essentiel pour construire l'avenir de l'Afrique de l'intérieur. Que vous soyez membre du personnel de la Banque, décideur politique, praticien, universitaire ou partenaire, ce bulletin d'information a été conçu pour vous informer, vous inspirer et vous exhorter à l'action.

À mesure que nous avançons, forgeons-nous un état d'esprit axé sur le renforcement résolu des capacités, qui servira de véritable catalyseur du changement des systèmes.

Investissons dans des institutions capables de surmonter les crises, d'autonomiser les communautés et de produire des résultats ambitieux. Et, faisons-le sans tarder, en conjuguant nos efforts et en croyant fermement en l'avenir prometteur de l'Afrique.

Nous vous sommes reconnaissants pour votre partenariat, votre passion et votre persévérance.

Dans la solidarité et avec un objectif commun !

LE COIN DE L'ÉDITEUR

Dr. Namawu Alhassan Alolo

Cheffe de division • ECAD 3,
Groupe de la BAD

Au moment où nous dévoilons la troisième édition du Bulletin d'information du CDF, je me rappelle une vérité simple mais profonde : les institutions ne se contentent pas d'assurer le développement, elles le façonnent. Elles constituent le fondement de la résilience, de l'inclusion et de la transformation. À ECAD, nous sommes déterminés à bâtir et à renforcer les institutions qui porteront la responsabilité de l'avenir de l'Afrique.

Le rythme des changements intervenant autour de nous s'accélère. Les pressions climatiques, les bouleversements numériques, les changements démographiques et la dynamique géopolitique redéfinissent la manière dont le développement doit être abordé. Dans ce contexte, le renforcement des capacités est désormais au cœur de l'innovation, des réformes et du progrès durable. À ECAD, nous redoublons d'efforts pour répondre aux besoins des pays membres régionaux (PMR), là où ils se trouvent, avec précision et détermination.

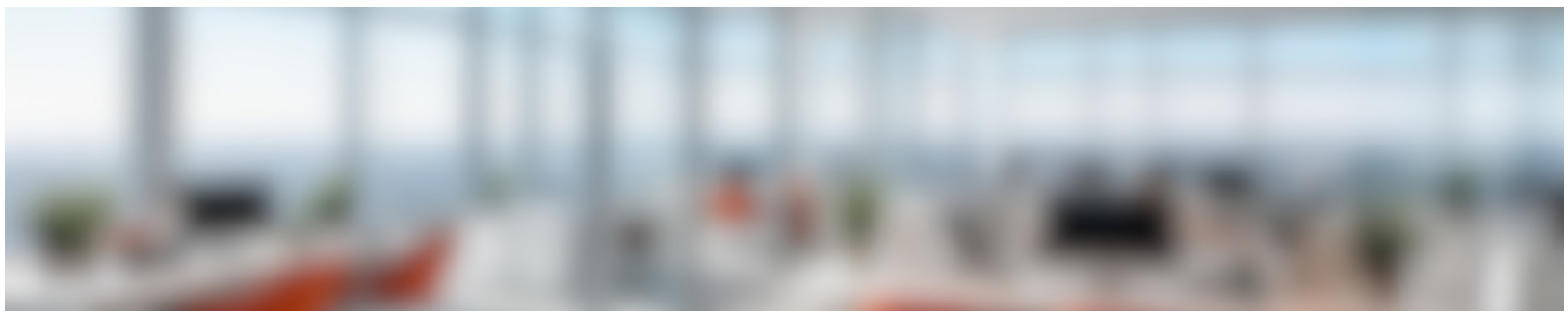
Nos interventions vont au-delà du simple transfert de connaissances, par le fait qu'elles renforcent les capacités grâce à des formations ciblées, des évaluations diagnostiques approfondies, un soutien technique sur mesure, et des plateformes de dialogue inclusives qui consolident les institutions de l'intérieur.

Cette édition du bulletin d'information présente certaines de nos initiatives les plus fructueuses à ce jour, notamment l'impact transformateur de nos académies sur la gestion des finances publiques, l'élaboration des politiques macroéconomiques, ainsi que les stratégies nationales qui émergent de nos évaluations diagnostiques et de nos cliniques fiduciaires. Ces témoignages reflètent la puissance du partenariat, l'importance du contexte et les résultats obtenus grâce à des investissements dans des systèmes qui profitent aux populations.

Au-delà des outils et de la formation, nous nous considérons comme les gestionnaires du capital intellectuel de l'Afrique. En jetant des ponts entre les connaissances et la pratique, en facilitant l'apprentissage sud-sud et en entretenant des réseaux de promoteurs de la réforme dans tous les secteurs et toutes les régions, ECAD continue de soutenir le parcours de développement du continent avec rigueur et passion. Je vous invite à vous imprégner des idées présentées dans cette édition et à y réfléchir, en considérant le renforcement des capacités comme un moyen d'apporter de réels changements, d'ancrer les réformes, de libérer le potentiel et d'avoir un impact durable. Continuons d'apprendre, de collaborer et d'innover ensemble.

Merci de nous accompagner dans cette aventure. Le chemin à parcourir est encore long, mais nos progrès sautent aux yeux, notre élan est en train de se renforcer et, ensemble, nous allons de l'avant.

Scannez ici pour en savoir plus sur ECAD



LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS À LA LOUPE

ARTICLES VEDETTES

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ÉTATS EN TRANSITION : UNE RESPONSABILITÉ PARTAGÉE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

MR. RUFUS DARKORTEY, ANCIEN ADMINISTRATEUR POUR LA GAMBIE, LE GHANA, LE LIBÉRIA, LA SIERRA LEONE ET LE SOUDAN, CONSEIL D'ADMINISTRATION DU GROUPE DE LA BAD

MR. RUFUS DARKORTEY

Au cœur du discours sur le développement de l'Afrique se trouve une vérité souvent relayée, mais qui n'est pas toujours traitée avec l'urgence qu'elle mérite : il ne peut y avoir de développement durable sans investissement soutenu dans les capacités. Cela est crucial pour les États africains en transition, qui opèrent dans un environnement complexe, caractérisé par la fragilité, le relèvement après un conflit et la reconstruction des institutions. En tant qu'Administrateur pour la Gambie, le Ghana, le Libéria, la Sierra Leone et le Soudan, j'ai eu la mission de représenter des pays ayant vécu les effets dévastateurs des conflits, de l'instabilité et des chocs économiques. Pour ces nations, le renforcement des capacités est une bouée de sauvetage, porteuse de paix, de stabilité et de prospérité.

Les États en transition sont confrontés à des défis complexes, notamment la fragilité des institutions, l'insuffisance de ressources et la précarité du capital humain, ce qui fait du développement efficace un impératif. Dans ces contextes, le renforcement des capacités doit être prompt, réactif et axé sur les priorités nationales, constituant ainsi un moyen d'autonomisation et d'affirmation de la souveraineté.

Il convient toutefois de relever que le renforcement des capacités, sans leur mise à contribution ultérieure, est inutile. Partout en Afrique, surtout dans les États fragiles et à faible revenu, le financement du développement sert souvent à appuyer des formations et des réformes, sans s'assurer que les compétences acquises seront mises à profit. Ce décalage entraîne un gaspillage de ressources, alimente la frustration et accentue la fragilité. Les diplômes dénués d'applications concrètes n'améliorent pas la qualité de la fourniture des services, pas plus qu'ils ne renforcent les institutions. Pour induire un véritable changement, le renforcement des capacités doit être directement lié à la mise en œuvre, à travers des emplois, des projets, des politiques et des innovations. Le financement du développement doit cesser de considérer le renforcement des capacités comme un objectif en soi, pour en faire un moyen de produire des résultats durables. Chaque dollar dépensé doit s'accompagner d'une stratégie visant à tirer parti de l'expertise locale. Les pays les plus vulnérables d'Afrique, notamment la Gambie, le Libéria et le Soudan, ne peuvent se permettre d'organiser des cycles de formation sans que cela débouche sur une transformation. Pour réaliser de véritables progrès, il faut investir à long terme dans le capital humain, les institutions et les systèmes.

Cela souligne l'importance particulière de l'action d'ECAD. L'Institut a fait des progrès notables, mais davantage de ressources sont requises pour assurer que le renforcement des capacités est profondément ancré dans chaque politique et chaque projet, de sorte qu'il puisse se traduire par des résultats concrets pour l'Afrique.

"Bâtir aujourd'hui un avenir meilleur pour l'Afrique grâce au développement de capacités efficaces et à fort impact"

INTENSIFIER LES EFFORTS EN MATIÈRE DE CONNAISSANCE ET DE GOUVERNANCE: LES FONDEMENTS DE L'IMPACT DES INFRASTRUCTURES EN AFRIQUE

PROF. KEVIN URAMA, ÉCONOMISTE EN CHEF ET VICE-PRÉSIDENT, GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE ET GESTION DES CONNAISSANCES • GROUPE DE LA BAD

L'Afrique a pris conscience depuis longtemps de l'importance des investissements dans les infrastructures physiques telles que les routes, l'énergie et les systèmes d'alimentation en eau, en tant que moteurs de la transformation économique. Cependant, le continent doit également investir de manière équivalente dans les « infrastructures immatérielles » de la gouvernance économique, à savoir le capital humain. Ce n'est qu'ainsi qu'il pourra tirer le meilleur parti de ces actifs physiques. À cette étape décisive de son développement, l'Afrique doit accélérer ses investissements dans la gouvernance économique et les systèmes de connaissances. Cela permettra d'accroître considérablement la productivité, la durabilité et l'impact sur le développement de ses investissements dans les infrastructures. La nouvelle stratégie décennale de la Banque (SD 2024-2033) souligne que des infrastructures de haute qualité doivent s'accompagner d'institutions de haute qualité, de politiques efficaces et de personnes compétentes. Ce sont des institutions solides et une gouvernance économique saine qui transforment les routes en corridors commerciaux, les réseaux électriques en pôles industriels et les connexions à haut débit en plateformes pour des économies numériques inclusives.

La révolution numérique a ouvert de nouvelles voies pour accélérer les investissements dans les systèmes de connaissances et le renforcement des capacités, qui constituent désormais un impératif stratégique. Entre 2019 et 2022, plus de 160 millions d'Africains ont accès à l'internet haut débit. Cela a ouvert la voie à l'apprentissage en temps réel, à l'innovation stratégique et à la participation citoyenne. L'Académie virtuelle de renforcement des capacités (VCDA) de la Banque tire pleinement parti de cette transformation pour offrir aux décideurs politiques, aux personnes en charge de l'exécution des projets, et à la société civile un apprentissage adapté au contexte, et dispensé en temps opportun. Au-delà de la transformation numérique, les nouvelles orientations soulignent clairement l'intérêt de relier d'urgence les investissements physiques et immatériels. L'économie verte devrait créer plus de 3 millions d'emplois d'ici à 2030. Cela nécessitera une main-d'œuvre formée à une agriculture climato-intelligente, aux énergies renouvelables et aux infrastructures durables. Par ailleurs, bien que l'écosystème de recherche africain ne représente encore que 1 % de la production scientifique mondiale, il connaît une croissance rapide, grâce à des investissements croissants dans la science ouverte, la collaboration institutionnelle et l'échange de connaissances. Ces actions assurent que les investissements dans les infrastructures sont inclusifs, résilients et fondés sur des données probantes.

Pour que l'Afrique double l'impact de chaque dollar dépensé dans les infrastructures, elle doit se concentrer sur la gouvernance économique et les systèmes de connaissances. Cela requiert une gestion plus efficace des finances publiques, une conception et une mise en œuvre améliorées des politiques, ainsi que des plateformes évolutives pour l'apprentissage et l'innovation. Ce faisant, le continent bâtira non seulement des infrastructures, mais encore la prospérité, la résilience et une croissance inclusive. Alors que nous nous tournons vers l'avenir, la Banque reste attachée à cette vision holistique. Grâce à des initiatives telles que la VCDA et le prochain Fonds pour le développement des connaissances et des capacités, nous plaçons les connaissances au cœur du développement. Pour que l'Afrique atteigne ses objectifs de développement, ses infrastructures physiques doivent reposer sur des institutions compétentes et une population autonomisée. Telle est l'infrastructure de la transformation et de l'avenir que nous devons construire.

Accédez à la VCDA [en cliquant ici.](#).

AMÉLIORATION DE LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES EN VUE DE BÂTIR DES ÉCONOMIES RÉSILIENTES EN AFRIQUE : LE RÔLE DE L'INSTITUT AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

Dr ERIC K. OGUNLEYE, DIRECTEUR • ECAD • GROUPE DE LA BAD

Une gestion efficace des finances publiques (GFP) est le fondement d'une bonne gouvernance, de la stabilité économique et du développement durable. En Afrique, où les déficits de financement du développement, les priorités budgétaires concurrentes et la marge budgétaire étroite posent des défis particuliers, le renforcement des systèmes de GFP est une voie transformatrice vers une croissance inclusive, la transparence et une gouvernance responsable.

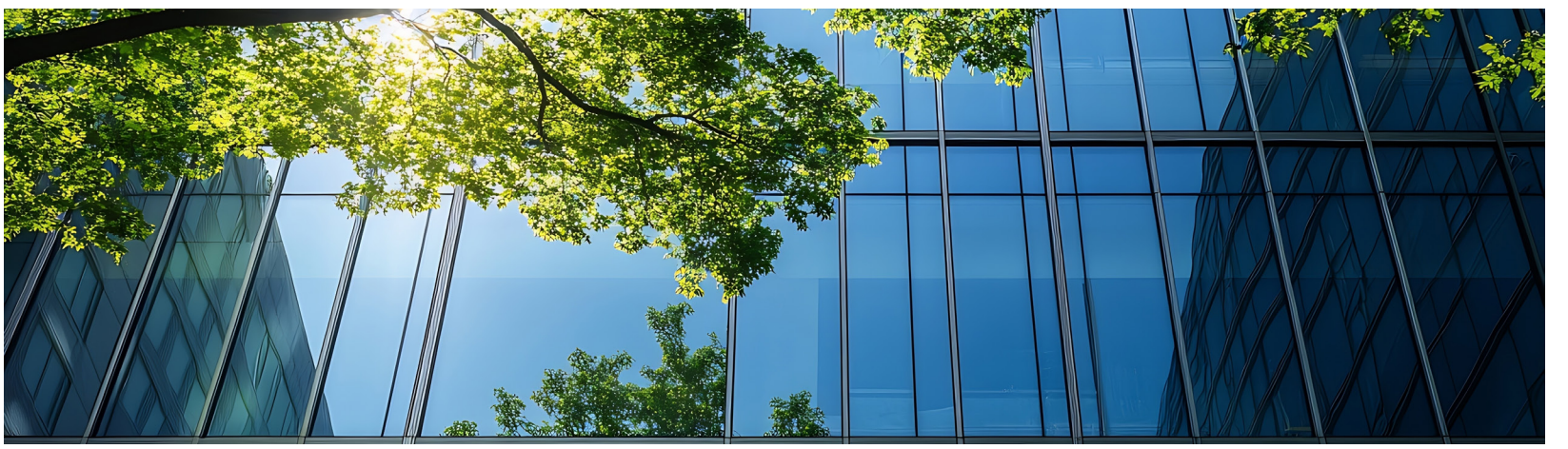
Alors que les pays africains s'emploient à se remettre des effets des chocs économiques récents, il est urgent de mettre en place des systèmes de GFP résilients et souples. La mobilisation, l'affectation et l'utilisation efficaces des ressources publiques sont essentielles pour fournir des services publics de qualité, atteindre les objectifs de développement national, et réaliser les objectifs mondiaux et continentaux en matière de développement. Plusieurs opportunités prometteuses se dessinent à travers le continent. La numérisation des processus des finances publiques modifie la manière dont les pouvoirs publics planifient, budgétisent et contrôlent les dépenses. Les pays qui ont adopté les systèmes électroniques de passation des marchés publics, les régimes fiscaux numériques et les systèmes informatisés intégrés de gestion financière constatent déjà des améliorations en matière de transparence et d'efficacité budgétaires. En outre, les actions d'intégration régionale en cours, comme la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA), offrent une occasion unique d'harmoniser les politiques budgétaires et de partager les innovations au-delà des frontières. Malgré ces progrès, des défis persistent. De nombreux pays africains continuent de faire face à des déficits de mobilisation des recettes, à des processus budgétaires fragmentés, à un contrôle des dépenses insuffisant et à des mécanismes d'audit et de contrôle limités. Les contraintes en matière de capacités, en particulier au sein des administrations infranationales, entravent encore la mise en œuvre des réformes de la GFP. Pour surmonter ces obstacles, il est nécessaire de renforcer les cadres institutionnels, d'améliorer la qualité du capital humain, et de promouvoir une culture de la responsabilité.

ECAD joue un rôle central dans le renforcement des systèmes de GFP à travers le continent. Guidée par la stratégie de renforcement des capacités (CDS 2021-2025) du Groupe de la Banque, ECAD apporte un appui ciblé et à fort impact aux PMR, afin de renforcer leurs capacités en matière de GFP. Le renforcement des capacités est au cœur des actions déployées par ECAD. Dans le cadre de l'initiative phare du Groupe de la Banque, l'Académie de gestion des finances publiques pour l'Afrique, l'Institut propose des programmes de formation sur mesure portant sur les volets fondamentaux de la GFP, notamment la budgétisation, la gestion des investissements publics, l'analyse des risques budgétaires, la transparence de la dette et le suivi des dépenses. Ces programmes sont axés sur la mise en pratique et fournissent aux décideurs et aux praticiens les outils et les connaissances requises pour mettre en œuvre des réformes durables.

Outre la formation, ECAD fournit des services de recherche stratégiques, fondés sur des données probantes et des conseils techniques, afin d'éclairer les stratégies nationales de réforme. En collaborant étroitement avec les ministères des Finances, les Trésors publics et les institutions supérieures de contrôle des finances publiques, l'Institut veille à ce que ses interventions soient maîtrisées par les pays et adaptées à leur situation, tout en restant axées sur les résultats. ECAD encourage également l'apprentissage entre pairs grâce à des échanges sud-sud, des communautés de pratiques et des événements de partage des connaissances qui mettent en relation les promoteurs de la réforme à travers le continent. ECAD est un partenaire de confiance, disposé à aider les PMR à mettre en place des institutions compétentes, à renforcer les systèmes de gouvernance et à engranger des résultats tangibles pour les citoyens.

En intensifiant son action dans le domaine de la GFP, ECAD aide les pouvoirs publics à tirer le meilleur parti des maigres ressources disponibles, à libérer la valeur publique et à tenir la promesse d'un avenir prospère et inclusif.

En intensifiant son travail dans le domaine du PFM, ECAD aide les gouvernements à tirer le meilleur parti de ressources limitées, à libérer la valeur publique et à tenir la promesse d'un avenir prospère et inclusif.



"Bâtir aujourd'hui un avenir meilleur pour l'Afrique grâce au développement de capacités efficaces et à fort impact"

DOTER LES SERVICES DE LA BANQUE DES MOYENS NÉCESSAIRES POUR METTRE EN ŒUVRE LA STRATÉGIE DÉCENNALE (2024–2033)

CAROLINE KENDE-ROBB, DIRECTRICE PRINCIPALE, DÉPARTEMENT DE LA STRATÉGIE ET DES POLITIQUES OPÉRATIONELLES (SNSP) • GROUPE DE LA BAD

Le Département des stratégies et des politiques opérationnelles (SNSP) pilote les initiatives internes de renforcement des capacités, à l'appui de la mise en œuvre de la stratégie décennale de la Banque pour la période 2024-2033. Ces efforts s'inscrivent dans le droit fil des stratégies de la Banque en matière de renforcement des capacités et de gestion des connaissances, traduisant une vision commune qui tend à faire de l'institution le chef de file africain en matière de connaissances en faveur du développement au cours de la prochaine décennie.

En décembre 2024, SNSP a lancé une série interactive intitulée « Vous avez une question ? Posez-la pour obtenir une réponse). Cette initiative a déjà mobilisé près de 250 membres du personnel du siège et des bureaux régionaux de la BAD. Dans le cadre d'une action parallèle visant à promouvoir la réflexion stratégique et la collaboration avec les partenaires extérieurs, SNSP a coorganisé un atelier de haut niveau avec l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) sur les biens publics mondiaux et régionaux (BPMR) à Abidjan, en février 2025. Cet événement a rassemblé plus de 150 participants. L'atelier a souligné le rôle essentiel des BPMR dans la réponse aux défis transfrontaliers du continent, notamment le changement climatique, les pandémies, la sécurité alimentaire et la consolidation de la paix. Il a donné lieu à des discussions d'experts sur l'intégration des BPMR dans les opérations de la Banque, et à un appel à l'action du Vice-président Kevin Kariuki en faveur d'une innovation plus grande et d'un élargissement des partenariats. Mme Caroline Kende-Robb, Directrice principale, a également présenté des réflexions stratégiques sur la manière dont les biens publics peuvent être mieux alignés sur les priorités de développement plus larges de l'Afrique.

SNSP s'engage à doter ses services des connaissances et des compétences requises pour mettre en œuvre efficacement la nouvelle stratégie décennale. En offrant des possibilités d'apprentissage continu, des dialogues stratégiques et des initiatives de partage des connaissances, le département jette les bases d'un impact structurant à travers le continent au cours de la prochaine décennie.

Accédez à la SD (2024–2033)

en cliquant ici

ZENEB TOURE

LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE (OSC) AU COEUR DU DÉVELOPPEMENT: RENFORCEMENT DE L'ENGAGEMENT ET DES CAPACITÉS DES OSC À TRAVERS L'AFRIQUE

ZENEB TOURE, CHEFFE DE LA DIVISION, SOCIÉTÉ CIVILE ET COOPÉRATION AVEC LES COMMUNAUTÉS, GROUPE DE LA BANQUE

Depuis plus de soixante ans, la Banque soutient une approche du développement résolument axée sur les personnes, consciente du fait qu'une croissance inclusive et durable requiert l'engagement actif des communautés locales. Les organisations de la société civile (OSC) sont devenues des partenaires essentiels dans cette mission, allant au-delà de leurs rôles traditionnels pour devenir des prestataires de services, des influenceurs des politiques, des bâtisseurs de ponts et des partenaires en matière de connaissances. Leurs contributions, qui vont du soutien à l'action climatique et à la transformation agricole à la promotion de la transparence et de la responsabilité, participent à la réalisation des priorités opérationnelles de la Banque. En intégrant la participation des OSC tout au long du cycle des projets, la Banque atténue les risques, améliore la conformité et veille à ce que les interventions en faveur du développement tiennent compte des besoins des communautés concernées.

En 2024, la Banque a franchi une étape majeure avec l'adoption du Plan d'action pour l'engagement avec la société civile 2024-2028. Ce plan d'action vise à renforcer la coopération avec la société civile, en promouvant un engagement structuré et inclusif axé sur la participation, le partenariat, le renforcement des capacités, la sensibilisation et l'impact sur les politiques. L'une des principales innovations du plan d'action est le lancement de la communauté de pratiques pour l'engagement de la société civile (CSECoP) : une plateforme d'apprentissage conjoint, de dialogue et de cocréation entre la Banque, les OSC et d'autres acteurs du développement. La première réunion de la CSECoP, qui s'est tenue en avril 2025 sur le thème « Budgets inclusifs et système financier mondial », a rassemblé un réseau diversifié d'OSC et de décideurs politiques afin de débattre des questions fondamentales liées à la gouvernance et à l'équité. S'appuyant sur le dialogue engagé lors des Assemblées annuelles de la Banque à Nairobi en 2024, les discussions ont mis l'accent sur la nécessité d'instaurer un système financier mondial plus équitable, qui offrirait aux pays africains une plus grande marge budgétaire en faveur du développement. Les participants ont souligné le rôle essentiel des OSC dans la promotion de la budgétisation inclusive, de la transparence et de la responsabilité systémique. En conformité avec la stratégie de renforcement des capacités 2021-2025 de la Banque, la CSECoP aide les OSC à renforcer leur impact grâce à des formations, des partages de connaissances et des initiatives de collaboration.

TIRER PARTI DE LA CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE AFRICAINE (CEA) POUR APPROFONDIR LES CONNAISSANCES ET RENFORCER LES CAPACITÉS EN AFRIQUE

ADELEKE SALAMI

ADELEKE SALAMI, CHARGÉ EN CHEF DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS, ECAD 3, GROUPE DE LA BAD

Depuis sa création en 2006, la Conférence économique africaine (CEA), coorganisée par la Banque africaine de développement, la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), est devenue une plateforme de premier plan pour le dialogue de haut niveau sur le développement de l'Afrique. La conférence promeut l'échange de recherches pertinentes pour l'élaboration de politiques et de solutions pratiques face aux défis en constante mutation de l'Afrique. Des universitaires, des décideurs politiques et des praticiens du développement ont débattu de questions cruciales telles que l'intégration régionale, la formation des jeunes, la résilience climatique et la transformation numérique. Chaque année, la conférence reçoit plus de 600 communications, dont quelques-unes sont sélectionnées pour être publiées dans des revues influentes comme la Revue de la Banque africaine de développement et le Journal of Africa's Transformation de la CEA, ainsi que dans des stratégies nationales de développement.

La CEA a également réuni des Chefs d'État pour qu'ils définissent les réponses régionales à apporter aux défis urgents. En 2024, par exemple, le Président du Botswana a prononcé le discours d'ouverture.

Le travail de l'AEC va au-delà de la simple production de recherches et vise à améliorer considérablement le renforcement des capacités institutionnelles et humaines en Afrique. Il permet aux économistes africains, en début de carrière, de se former grâce à des programmes de mentorat et à des expériences enrichissantes. Bon nombre de ces économistes occupent aujourd'hui des postes stratégiques dans des universités et des organes décisionnels. En comblant le fossé entre la recherche et les politiques, la conférence promeut la prise de décisions fondées sur des données probantes, et offre aux universités et aux groupes de réflexion de l'ensemble du continent la possibilité de s'engager dans un apprentissage collaboratif, et de diffuser les fruits de leurs recherches, renforçant ainsi l'écosystème de la recherche en Afrique.

À mesure que nous mettons en œuvre le nouveau programme de la Stratégie décennale, nous pouvons mettre la CEA à contribution de manière plus stratégique, en intégrant ses enseignements dans les cadres opérationnels et stratégiques de la Banque. Des mécanismes structurés post-conférence, tels que des tables rondes sur les politiques, et des groupes de travail thématiques, peuvent maintenir la dynamique et orienter la mise en œuvre. Le dialogue avec des pays en transition et des régions sous-représentées enrichira encore davantage la diversité du paysage intellectuel africain.

Apprendre davantage sur la CEA en cliquant ici

AUTONOMISER LES FEMMES, RÉDUIRE LES INÉGALITÉS, TRANSFORMER L'AFRIQUE: L'ENGAGEMENT DE LA BANQUE EN FAVEUR DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ DES GENRES

DR. MARÍA JOSÉ MORENO RUIZ, Chargée en chef, Département genre, femmes et société civile ; Département pays du Nigeria, Groupe de la BAD

L'égalité des sexes est au cœur de la vision de la Banque pour une Afrique prospère, inclusive, résiliente et intégrée. La Banque s'engage à prendre en compte la dimension genre dans l'ensemble de ses opérations, de ses cadres institutionnels et de ses priorités stratégiques, reconnaissant ainsi qu'il s'agit d'un moteur essentiel de la croissance inclusive et du développement durable. L'autonomisation des femmes africaines, qui représentent plus de la moitié de la population du continent, est une question fondamentale de droits et de justice sociale, ainsi qu'une force économique puissante, dotée d'un potentiel de transformation considérable. La Banque adopte une approche globale et systémique qui intègre les éléments ci-après, qui se renforcent mutuellement :

- **Transformation organisationnelle et apprentissage continu :** la Banque promeut l'égalité des sexes et développe une culture organisationnelle plus inclusive en participant au processus de certification Excellence in Design for Greater Efficiencies (EDGE), une norme mondiale de premier plan pour les institutions sensibles à la dimension genre. Dans le cadre de son engagement en faveur de l'apprentissage continu, la Banque renforce les capacités de ses services sur un large éventail de questions liées au genre. Tout au long de l'année 2024, le Département Genre, Femmes et Société civile, le Département Économies pays, le Département Gouvernance économique et le Département Pays du Nigeria ont conjointement organisé une série de sessions de formation et de dialogues entre les départements et les régions.

- **Intégration de la dimension de genre dans les opérations:** en 2024, la Banque a dépassé ses objectifs dans le cadre du système de marqueurs de genre, réalisant des progrès notables dans la prise en compte de la dimension genre dans ses opérations. Les projets prévoient désormais des plans d'action spécifiques et budgétisés visant à réduire les inégalités entre les sexes en matière d'accès aux ressources, aux opportunités d'emploi, aux infrastructures et aux services essentiels. Les investissements sensibles au genre sont désormais la norme dans tous les secteurs, de l'autonomisation économique à la fourniture de services inclusifs.

- **Initiatives phares visant à réduire les inégalités entre les sexes:** l'initiative phare de la Banque, l'Initiative pour le financement en faveur des femmes en Afrique (AFAWA), a un impact notable sur la promotion de l'autonomisation économique des femmes à grande échelle. À ce jour, l'AFAWA a mobilisé 2,5 milliards d'USD de financement pour les entreprises dirigées par des femmes, dont 1,2 milliard d'USD ont déjà été décaissés par 185 institutions financières dans 44 pays. L'initiative a directement soutenu plus de 24 000 femmes entrepreneures, contribuant ainsi à réduire les inégalités persistantes entre les hommes et les femmes en matière d'accès au financement.

- **Le leadership dans le domaine des connaissances et de politiques:** les données factuelles constituent un catalyseur d'action. L'indice de genre 2023 pour l'Afrique révèle que le continent n'a réalisé que 50,3 % des progrès requis pour réaliser la parité entre les sexes. En réponse, la Banque promeut des politiques et des stratégies fondées sur des données qui donnent la priorité à l'égalité des sexes dans les actions de développement. Il s'agit notamment de donner la priorité à l'égalité hommes-femmes dans la stratégie nationale du Nigeria pour 2025-2030 et de soutenir le protocole de la ZLECA relatif aux femmes et aux jeunes dans le commerce.

- **Développement des capacités:** les actions de renforcement des capacités de la Banque sont vastes et inclusives, touchant des parties prenantes, allant des ministères nationaux des Finances au rôle des femmes dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques. Grâce aux programmes et initiatives de formation des cadres d'ECAD, la Banque renforce la planification économique tenant compte des questions de genre, et promeut un leadership inclusif à travers le continent.

L'approche de la Banque en matière d'égalité des sexes est à la fois intégrée et systémique. Grâce au partage des connaissances, à l'investissement, aux partenariats et à la transformation interne, la Banque donne aux femmes les moyens de devenir des agents actifs du changement, et des moteurs essentiels du développement de l'Afrique. Alors que la stratégie pour l'égalité des sexes 2021-2025 touche à sa fin, la Banque se prépare à accroître son impact, à renforcer ses capacités institutionnelles et à répondre aux besoins en constante évolution de l'Afrique. L'accent reste mis sur la promotion d'une croissance inclusive en réalisant le plein potentiel des femmes et des filles à travers le continent.

DYNAMIQUE DES POLITIQUES

Une rubrique consacrée aux politiques et aux documents opérationnels de la Banque

À propos de la dynamique des politiques

La rubrique « Dynamique des politiques » est une section dédiée du bulletin d'information du CDF qui vise à améliorer la compréhension des principales politiques, directives opérationnelles, cadres stratégiques et autres documents d'orientation de la Banque. Elle a pour objectif de promouvoir l'apprentissage institutionnel en décomposant les dispositions stratégiques complexes et en les rendant accessibles et pratiques pour le personnel, les parties prenantes externes et les partenaires. Chaque édition se concentre sur un domaine particulier et fournit des informations précieuses. Que vous découvriez un document d'orientation ou que vous souhaitiez clarifier son application, cette rubrique est votre ressource de référence pour une pratique éclairée et efficace.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN MATIÈRE DE SAUVEGARDES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES EN AFRIQUE

DR. MAMAN-SANI ISSA

DR. MAMAN-SANI ISSA, DIRECTEUR, DÉPARTEMENT SAUVEGARDE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE ET CONFORMITÉ, GROUPE BAD

La Banque joue un rôle de premier plan dans la promotion du développement durable, en renforçant les sauvegardes environnementales et sociales (SES) à travers le continent. Grâce à son cadre de sauvegardes renforcé, à ses activités ciblées de renforcement des capacités et à sa collaboration intersectorielle, l'institution aide l'Afrique à mettre en œuvre des projets de développement socialement inclusifs, écologiquement durables et économiquement résilients. Ces actions contribuent à bâtir un avenir où la croissance sera rapide et responsable.

Consciente de la nécessité de réaliser une croissance inclusive, résiliente et respectueuse de l'environnement, la Banque a fait du renforcement des capacités en matière de SES une composante essentielle de son approche du développement.

Les SES définissent un cadre stratégique conçu pour gérer les risques environnementaux et sociaux potentiels, liés à des projets de développement, tout en maximisant leurs avantages. Ils comportent des dispositions relatives à l'évaluation de l'impact environnemental, à la consultation des communautés, à la protection de la biodiversité, aux normes du travail et à l'inclusion sociale. Dans le contexte africain, où les infrastructures évoluent rapidement, il est essentiel d'intégrer ces mesures de sauvegarde afin de garantir un développement efficace et durable.

L'approche intégrée de la Banque en matière de garanties : au cœur du cadre de SES de la Banque se trouve le Système de sauvegardes intégré (SSI), qui a été adopté pour la première fois en 2013, et mis à jour en mai 2023 afin de l'aligner sur l'évolution des normes mondiales. Le SSI actualisé donne des orientations stratégiques précises et prévoit dix sauvegardes opérationnelles, ainsi que des notes d'orientation détaillées à l'intention des emprunteurs, qui définissent des exigences spécifiques pour la gestion des impacts environnementaux et sociaux. Ces mesures de sauvegarde portent sur des questions telles que les conditions de travail, la lutte contre la pollution, les déplacements involontaires, les groupes vulnérables et la participation des parties prenantes. Le SSI assure que tous les projets financés par la Banque se conforment aux normes de bonnes pratiques adaptées au contexte africain.

Renforcement des capacités grâce à la formation et au partage des connaissances : afin de garantir une application efficace du SSI, la Banque a mis en place des programmes de formation exhaustifs, destinés à ses propres équipes opérationnelles, ainsi qu'aux fonctionnaires, aux entrepreneurs et aux parties prenantes communautaires. À ce jour, plus de 2 000 professionnels à travers l'Afrique ont participé à des ateliers et des sessions techniques sur mesure. Ces programmes précisent les exigences en matière de mesures de sauvegarde à différentes étapes des projets, et donnent des orientations quant aux mesures appropriées à prendre pendant l'exécution. En outre, la Banque a lancé une académie de formation en ligne sur les opérations afin d'aider les agents chargés des investissements dans le secteur privé à améliorer leurs compétences en matière de gestion des risques environnementaux et sociaux.

Soutenir les systèmes nationaux en vue d'un impact à long terme : consciente de l'importance de l'appropriation locale et de la durabilité, la Banque évalue l'efficacité des systèmes environnementaux et sociaux nationaux. L'objectif est d'élaborer des plans d'action conjointement avec les autorités nationales compétentes, qui sont généralement les ministères chargés de l'application des réglementations environnementales et sociales. La promotion de centres d'excellence en matière de formation E&S, la création d'organismes professionnels agréés pour les praticiens E&S, et le soutien aux organisations de la société civile (OSC) pour qu'elles adoptent résolument les mesures de sauvegarde en matière de développement sont autant de nouveaux domaines d'action prioritaires. Ces interventions visent à aligner les systèmes nationaux sur les normes internationales et à accroître leur utilisation tout au long du cycle des projets.

Partenariats stratégiques pour une plus grande portée : les efforts de la Banque sont soutenus par des partenariats mondiaux. En décembre 2023, le Centre de coopération multilatérale pour le financement du développement a approuvé un don d'un montant de 2,415 millions d'USD pour financer des activités de formation et d'assistance technique. La Banque a également promu la gouvernance environnementale en lançant le Centre d'information sur l'environnement, le social et la gouvernance en Afrique, et en accueillant le Forum Africa ESG. Ces initiatives visent à renforcer la transparence des données ESG, l'engagement des investisseurs et la conformité du secteur privé.

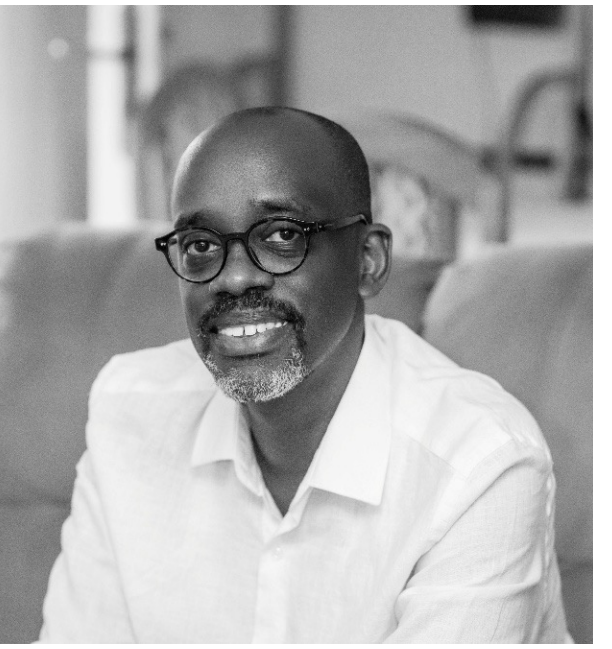
Assurer la conformité environnementale et sociale des opérations financées par la Banque

- **Identification proactive des risques E&S :** veiller à ce que des spécialistes E&S soient intégrés au projet, dès les phases de conception, d'élaboration et de planification, afin de garantir une catégorisation précise des risques. Cela permet d'évaluer les risques en temps opportun et de définir des mesures d'atténuation, assurant ainsi le respect des exigences en matière de publication et de consultation.
- **Planification précoce de la réinstallation :** engagez le dialogue avec les personnes affectées par le projet le plus tôt possible. Confirmez le plan d'action de réinstallation, notamment le budget prévu pour les indemnisations et ses sources de financement, en tant que partie intégrante du coût global du projet.
- **Mobilisation continue des parties prenantes :** mobilisation continue des parties prenantes : préparer et mettre en œuvre un plan exhaustif de mobilisation des parties prenantes afin de faciliter la consultation régulière des communautés affectées. Veiller à ce qu'un mécanisme opérationnel et accessible de règlement des litiges soit mis en place au niveau du projet.
- **Intégration des obligations environnementales et sociales dans les instruments juridiques :** veiller à ce que tous les engagements, les rôles et les responsabilités en matière environnementale et sociale, ainsi que les dispositions relatives au suivi et à l'établissement de rapports, soient intégrés dans le rapport d'évaluation du projet, les accords de financement et les documents contractuels.

Apprendre davantage sur le SSI
en cliquant ici

Accéder à l'académie de formation du SSI (personnel de la BAD uniquement)
en cliquant ici

LE NOUVEAU CADRE DE GESTION DES RÉSULTATS DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (2024-2033)



MR. OLIVIER SHINGIRO

MR. OLIVIER SHINGIRO, CHEF DE LA DIVISION PERFORMANCE INSTITUTIONNELLE ET RESPONSABILITÉ (SNDR 1) • GROUPE DE LA BAD

Une planification efficace du développement requiert un suivi rigoureux des résultats, un apprentissage continu et une grande capacité d'adaptation. Afin de renforcer sa capacité à mesurer, gérer et rendre compte des résultats en matière de développement, le Groupe de la Banque a mis en place un nouveau cadre de gestion des résultats (CGR) pour la période 2024-2033. Ce cadre actualisé améliore la transparence, la responsabilité et la prise de décision fondée sur des données probantes. Conformément à la stratégie à moyen terme (2024-2033) de la Banque, à l'Agenda 2063 de l'Union africaine et aux objectifs de développement durable, le CGR intègre également les volets fondamentaux du programme de réforme des banques multilatérales de développement (BMD) piloté par le G20, qui vise à accroître la taille, l'efficacité et l'efficience des BMD.

La transition vers le nouveau CGR s'est appuyée sur les enseignements tirés du CGR précédent (2016-2025), sur des évaluations indépendantes réalisées par le Département de l'évaluation indépendante du développement, et sur une analyse comparative avec d'autres BMD.

Principales caractéristiques du CGR 2024-2033

Une amélioration majeure du CGR réside dans la réduction du nombre d'indicateurs, qui passe de 105 à 69, ce qui se traduit par un cadre plus rationalisé, plus efficace et plus convivial. La Banque a adopté une nouvelle approche pour fixer ses objectifs, qui repose sur les objectifs globaux des projets spécifiés dans les rapports d'évaluation approuvés, afin d'évaluer les performances annuelles. Cette méthode ascendante est reconnue comme une bonne pratique et a également été adoptée par d'autres banques multilatérales de développement, comme la Banque asiatique de développement.

Le CGR reste ambitieux jusqu'en 2033, donnant la priorité aux indicateurs de résultats centrés sur les personnes, qui mesurent directement l'amélioration des conditions de vie à travers les « High 5 », notamment le nombre de personnes ayant accès à l'électricité.

En outre, le cadre est passé d'un modèle basé sur l'attribution, qui mesurait les résultats proportionnellement à la part de financement de la Banque, à une approche basée sur la contribution, qui rend compte de l'ensemble des résultats. Cette transition traduit plus fidèlement l'impact global de la Banque sur les résultats en matière de développement, et s'aligne sur l'engagement collectif des BMD de fonctionner plus efficacement en tant que système unifié.

Soutenir la mise en œuvre efficace du CGR

Plusieurs améliorations sont apportées pour faciliter la mise en œuvre du CGR. Elles visent à renforcer l'efficacité, l'efficience et l'alignement sur les priorités stratégiques de la Banque. L'une des principales avancées est l'intégration d'indicateurs sectoriels standard (ISS), qui permettent un meilleur suivi des résultats et des réalisations spécifiques à chaque secteur. Ces indicateurs assurent que les opérations de la Banque favorisent les priorités de la Stratégie décennale, ainsi que les thèmes transversaux tels que l'égalité des sexes, l'emploi des jeunes, la gouvernance économique et le changement climatique.

Les équipes opérationnelles bénéficieront d'outils numériques améliorés pour le suivi des performances. Une nouvelle application de résultats intégrée au projet WAKANDA, qui s'appuie sur le système existant de rapport sur les résultats, rationalisera la collecte et la communication des données tout au long du cycle du projet, de la conception à la réalisation, rendant le processus plus intuitif et plus efficace.

Afin d'améliorer la compréhension, des ateliers interactifs sur le CGR, les ISS et la nouvelle application de résultats seront organisés à l'intention des départements et des bureaux régionaux/nationaux. En outre, le Plan d'action sur les résultats, la qualité et l'apprentissage guidera le processus de mise en œuvre, en renforçant l'approche de la Banque en matière d'amélioration de la qualité, de gestion des résultats et d'apprentissage opérationnel. Ce plan précisera les rôles du personnel et allouera les ressources nécessaires pour maintenir une solide culture axée sur la qualité et les résultats.

Au niveau de l'entreprise, la Revue annuelle sur l'efficacité du développement (RAED) continuera de servir d'outil majeur à la Banque pour suivre les résultats. La RAED fournit des évaluations annuelles qui comparent les résultats réels aux résultats escomptés, au moyen des indicateurs du CGR. Ce processus permet au personnel, à la direction et au Conseil d'administration de la Banque d'évaluer de manière critique les résultats, d'identifier les enjeux et les opportunités, et de prendre des décisions éclairées.

Le CGR en pratique : soutien aux CGR et aux équipes opérationnelles

La Banque s'engage à renforcer la transparence et la responsabilité de ses services, des PMR et des autres parties prenantes. La Plateforme MapAfrica améliorée offre une représentation visuelle des résultats des projets, permettant aux pouvoirs publics et aux citoyens de suivre les progrès et d'évaluer l'impact de la Banque sur le développement. Au nombre des mises à niveau prévues figure un nouveau tableau de bord affichant les résultats agrégés en matière de développement aux niveaux national et régional, sur la base des indicateurs du CGR.

Les indicateurs sectoriels standard du CGR aident les équipes de projet à aligner leurs opérations sur les priorités de la nouvelle stratégie décennale. Ces indicateurs doivent être ventilés par sexe et par âge afin d'améliorer le suivi des résultats en matière d'inclusion. Parallèlement au système de marqueurs de genre en vigueur, la Banque introduit le système de marqueurs pour la jeunesse, l'emploi et les compétences afin d'assurer que les projets soutiennent activement la création d'emplois et le développement des compétences, qui demeurent restent parmi les objectifs fondamentaux de la Stratégie décennale.

La série d'apprentissages de la RAED favorise l'excellence opérationnelle en regroupant les équipes de projet pour réfléchir aux conclusions de la revue. Ce forum structuré permet d'identifier les principaux enseignements, de définir des mesures correctives et de partager les meilleures pratiques. Les enseignements tirés de ces sessions sont intégrés dans les mises à jour du CGR et de la RAED afin de promouvoir l'amélioration continue des résultats et des performances opérationnelles.

Un cadre pour la prise de décision et l'apprentissage

Le CGR 2024-2033 renforce la capacité de la Banque à prendre des décisions fondées sur des données probantes à tous les niveaux de l'institution. Sa structure rationalisée, son approche affinée de la définition des objectifs, ses rapports analytiques améliorés et son alignement plus étroit sur les priorités mondiales et régionales permettent un suivi et une gestion plus efficaces des résultats en matière de développement.

En tant que première institution de financement du développement en Afrique, la Banque est résolument engagée à faire en sorte que chaque investissement ait un impact mesurable et notable sur la vie des populations à travers le continent.

Le nouveau CGR servira de cadre évolutif pour suivre les progrès et les apprentissages, et pour soutenir la prise de décision, la responsabilisation et la transparence dans les années à venir.

Accédez au nouveau CGR en cliquant ici

PLEINS FEUX SUR LES PARTENAIRES

MOBILISER LA DIASPORA AFRICAINE POUR UN IMPACT DURABLE
AFRICAN CANADIAN ASSOCIATION OF OTTAWA

L'African Canadian Association of Ottawa (ACAO) met en valeur la diaspora africaine en tant que catalyseur dynamique du développement mondial, de l'innovation et de la croissance inclusive. Représentant plus de 50 associations de pays africains dans la région de la capitale du Canada, l'ACAO est devenue une plateforme dynamique pour réaliser le potentiel de la diaspora, tant au Canada qu'en Afrique. L'approche de l'ACAO repose sur la conviction que l'identité et la double appartenance sont de puissants moteurs de changement. Les professionnels africains au Canada soutiennent à la fois leur patrie et leur héritage, et s'emploient activement à jeter des ponts entre les deux.

Qu'il s'agisse d'une infirmière à Ottawa qui encadre des sage-femmes à Nairobi ou d'un expert en technologie à Toronto qui participe à l'élaboration de solutions d'énergie propre à Lagos, l'ACAO favorise un échange dynamique et réciproque de connaissances, de compétences et d'innovation.

Outre ses initiatives intercontinentales, l'ACAO s'investit pleinement dans l'autonomisation des Afro-Canadiens au pays grâce à des programmes axés sur les connaissances financières, le logement abordable, l'aide juridique et le mentorat. Cette double approche, qui combine autonomisation locale et contribution mondiale, fait de l'ACAO un modèle d'engagement transnational. Les partenariats internationaux de l'ACAO prévoient désormais une collaboration avec les communautés afro-colombiennes, avec lesquelles l'ACAO codéveloppe des programmes sur les droits fonciers, l'équité et l'échange de connaissances. Une initiative cruciale en cours d'élaboration est le Programme de coopération volontaire (VCP), qui verra l'ACAO s'associer à l'Institut africain de développement, sous la direction de l'Administrateur pour le Canada de la Banque africaine de développement. Le VCP vise à mettre en relation des professionnels qualifiés de la diaspora avec des institutions africaines dans des domaines tels que les infrastructures, l'innovation, la gouvernance, les soins de santé et l'adaptation au climat, tout en promouvant les possibilités d'apprentissage entre le Sud et le Nord.

À mesure que l'ACAO étend ses activités, elle met en place des pôles d'innovation, des programmes d'autonomisation des jeunes, et des actions de promotion de stratégies afin d'encourager le développement impulsé par la diaspora. Sa vision s'inscrit pleinement dans le cadre des priorités définies par la Banque en matière de renforcement des capacités, faisant de l'ACAO un partenaire puissant pour une croissance partagée.

" La diaspora est le chaînon manquant qui empêche l'Afrique d'exercer son influence et son pouvoir d'innovation à l'échelle mondiale. Ensemble, nous construisons des ponts qui nous survivront à tous. "
John Adeyefa, Président de l'ACAO

Apprendre davantage sur l'ACAO ici:

ACTIVITÉS RÉCENTES DE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

RENFORCER L'IMPACT GRÂCE À L'INNOVATION ET À LA COLLABORATION

Au cours des récents mois de 2025, ECAD a intensifié ses actions visant à aider les PMR à renforcer leurs capacités institutionnelles et à promouvoir le développement durable. En tirant parti de plateformes dynamiques d'apprentissage, d'un soutien technique axé sur la demande et d'un engagement intersectoriel, l'Institut continue de s'attaquer aux défis les plus urgents en matière de capacités sur le continent. Ces activités témoignent d'un engagement fort en faveur d'une croissance inclusive, du renforcement de la résilience, de la mise en pratique des connaissances et de la création de partenariats qui favorisent le progrès. La présente section donne un aperçu des initiatives et des réalisations notables qui témoignent de notre impact continu à travers l'Afrique.

DIALOGUE PRÉSIDENTIEL : TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DE L'AFRIQUE POUR PROUVOIR SON DÉVELOPPEMENT

Le 27 mai, le Dialogue présidentiel 2025 s'est tenu à Abidjan, dans le cadre des Assemblées annuelles 2025 du Groupe de la Banque. Cet événement a réuni un groupe exceptionnel de Chefs d'État et de gouvernement africains en vue de discuter de la manière dont le continent peut mobiliser et déployer plus efficacement ses ressources financières, humaines et naturelles pour promouvoir une croissance et un développement durables et inclusifs. Le dialogue a donné un cachet particulier à l'ouverture officielle des Assemblées annuelles, ainsi qu'une tonalité stratégique aux débats sur les priorités de développement de l'Afrique, sur le thème « Tirer le meilleur parti du capital de l'Afrique pour favoriser son développement ».

Animé par Dr. Victor Oladokun, du Groupe de la Banque africaine de développement, et Mme Marie-Angèle Touré, journaliste et PDG de Media-Advice-Training, le dialogue a constitué une plateforme de réflexions, d'échanges et d'engagements. Dans un contexte caractérisé par la volatilité économique mondiale, l'endettement croissant et l'intensification des effets du changement climatique, les discussions ont souligné l'importance des infrastructures résilientes, des financements innovants et de l'intégration régionale en tant que moteurs essentiels de la croissance.

Les réflexions des Présidents, lors du dialogue, ont donné lieu à un échange précieux de stratégies, d'expériences et d'aspirations. Le Président Azali Assoumani de l'Union des Comores a mis l'accent sur le vaste potentiel inexploité de l'économie bleue. Avec une zone maritime plus vaste que sa superficie terrestre, les Comores misent sur la pêche et le tourisme pour dynamiser leur développement. Le Président Assoumani a souligné l'importance de la diaspora comorienne, dont les envois de fonds représentent près de 20 % du PIB, et a appelé à la mise en place de mécanismes permettant de drainer ces ressources vers des investissements productifs.

Le Président John Mahama du Ghana a mis en avant le rôle fondamental des infrastructures dans la transformation économique. Il a relevé les progrès accomplis par le Ghana en matière d'expansion de la capacité portuaire et de modernisation des réseaux de transport afin de faire du pays une plaque tournante du commerce régional. Il a toutefois attiré l'attention sur les défis persistants posés par les barrières non tarifaires et les inefficacités réglementaires, qui entravent l'exportation de produits à valeur ajoutée tels que le cacao transformé. Il a également présenté l'approche stratégique du Ghana en matière de viabilité de la dette, préconisant des emprunts liés à des investissements productifs et à long terme.

Le Vice-Président tanzanien, M. Philip Mpango, a présenté la stratégie de son pays pour approfondir l'intégration régionale, grâce à des corridors énergétiques et de transport. La Tanzanie a exploité avec succès des outils financiers innovants, tels que l'obligation Samia Infrastructure Bond et les obligations vertes, pour mobiliser des capitaux nationaux et attirer des investissements privés. Il a soutenu que le renforcement des marchés de capitaux locaux et l'alignement des stratégies de financement sur les objectifs nationaux de développement étaient essentiels pour réaliser une croissance inclusive et durable.
Le Premier ministre du Niger, M. Ali Mahaman Lamine Zeine, a souligné les efforts déployés par son pays pour parvenir à la souveraineté alimentaire, et développer les énergies renouvelables. Il a mis en avant le projet Kandadji comme une initiative phare visant à exploiter le potentiel agricole et solaire du Niger. Il a également souligné l'intérêt d'affirmer le contrôle national sur les ressources naturelles afin d'assurer que les gains économiques profitent directement à la population, citant les mesures récentes destinées à récupérer des concessions et à renégocier les contrats d'extraction dans l'intérêt national.

Tout au long de la session, les dirigeants ont constamment attiré l'attention sur la nécessité de passer de la dépendance vis-à-vis des matières premières à la valeur ajoutée, à l'industrialisation et à l'innovation. Ils ont souligné le rôle stratégique de la diaspora, l'intérêt de mettre en place des institutions résilientes, et la nécessité de faire des investissements climato-intelligents afin d'assurer un développement à long terme. Chaque contribution a mis l'accent sur la détermination commune à construire une Afrique plus autonome et plus prospère.

Le dialogue présidentiel a affirmé collectivement que l'Afrique disposait des capitaux nécessaires – financiers, naturels et humains – mais qu'elle manquait des mécanismes susceptibles de les exploiter de manière optimale. Pour les institutions axées sur le renforcement des capacités, le message était clair : la transformation de l'Afrique doit être impulsée de l'intérieur. Pour ce faire, il convient de renforcer la gouvernance, d'élargir les marchés de capitaux locaux, de développer les talents et d'aligner les ressources sur les aspirations nationales et continentales. Dans un contexte mondial de plus en plus marqué par l'incertitude, ce dialogue a constitué une manifestation forte de foi dans le potentiel et la résilience de l'Afrique. Il s'est conclu par un engagement commun de transformer les différentes formes de capital du continent en moteurs d'une croissance inclusive et transformatrice, fondée sur l'appropriation, l'innovation et la conviction inébranlable que l'avenir de l'Afrique est entre les mains des Africains.

Regardez la vidéo du dialogue présidentiel ici

MOBILISER LES CAPITAUX NATIONAUX POUR UNE CROISSANCE ET UN DÉVELOPPEMENT INCLUSIFS

Lors des Assemblées annuelles 2025 du Groupe de la Banque à Abidjan, un événement de haut niveau a été organisé pour lancer les Perspectives économiques en Afrique (PEA) 2025, intitulées « Tirer le meilleur parti du capital de l'Afrique pour favoriser son développement ». Cet événement a réuni d'éminentes personnalités du monde de la finance et de la politique, ainsi que du milieu académique pour discuter de la manière dont l'Afrique peut transformer son important capital en moyen de financement efficace du développement, à un moment où l'aide mondiale diminue et où l'instabilité géopolitique s'accroît.

Le Professeur Kevin Urama, Économiste en chef et Vice-Président chargé de la gouvernance économique et de la gestion des connaissances de la Banque, a ouvert la session en exposant les trois chapitres thématiques du rapport et ses principales conclusions. Il a noté que le PIB réel de l'Afrique devrait croître de 3,9 % en 2025 et de 4 % en 2026, ce qui constitue une perspective résiliente compte tenu des tensions commerciales mondiales actuelles et de l'instabilité géopolitique. Il est impressionnant de constater que 21 pays africains devraient enregistrer un taux de croissance supérieur à 5 %, l'Éthiopie, le Niger, le Rwanda et le Sénégal étant en passe de dépasser le cap des 7 %. Toutefois, le Professeur Urama a également souligné un paradoxe important : l'Afrique perd environ 587 milliards d'USD chaque année, en raison des flux financiers illicites, de la corruption et du transfert des bénéfices, soit plus de trois fois les entrées financières annuelles du continent. En renforçant la gouvernance et l'efficacité institutionnelle, la région pourrait récupérer environ 1 430 milliards d'USD par an sans augmenter les taux d'imposition. Le Professeur Urama a comparé ce défi à un « changement de mentalité », arguant que l'Afrique devait moderniser ses institutions, ses cadres réglementaires et son architecture financière afin de garantir la circulation des capitaux au sein du continent.

La table ronde, qui a suivi, a traduit ces recommandations en stratégies concrètes. Animée par Dr. Linguère Mously Mbaye, Chef de division au Département Économies pays de la Banque, la discussion a donné un aperçu exhaustif de la manière dont l'Afrique pourrait optimiser la croissance de son capital afin qu'il profite davantage au continent. M. Alain Ebobissé, PDG d'Africa50, a plaidé en faveur du recyclage des actifs : monétiser les infrastructures existantes grâce à des modèles concessionnels afin de libérer des capitaux pour de nouveaux projets de développement. Il a souligné que de telles initiatives nécessitent des cadres juridiques solides et une volonté politique forte. M. Bolaji Balogun, de Chapel Hill Denham, a quant à lui mis l'accent sur l'importance du secteur de l'épargne informelle, plaidant pour le développement de plateformes financières numériques et de solutions fintech afin d'orienter les capitaux informels vers des investissements productifs et de promouvoir les marchés nationaux des matières premières.

Représentant la Banque européenne d'investissement, M. Roger Stewart a expliqué comment le financement mixte et les instruments alignés sur le climat, tels que les obligations vertes et les crédits concessionnels, pouvaient mobiliser des capitaux privés pour des projets d'énergie renouvelable. M. Boitumelo Mosako, de la Banque de développement de l'Afrique australe, a proposé une approche de « financement programmatique », dans laquelle les investissements dans les infrastructures sont regroupés pour soutenir les chaînes de valeur régionales et les pôles industriels. Les banques nationales de développement offriraient des financements en monnaie locale afin d'atténuer les risques de change. Dr. Baba Musa, de l'Institut ouest-africain de gestion financière et économique, a souligné l'intérêt de créer des fonds nationaux d'infrastructure et des mécanismes régionaux de mutualisation de ressources afin d'agréger les investissements et de constituer des réserves, alignés sur les stratégies nationales de développement.

Ces réflexions ont tracé la voie à suivre pour que les pays africains exploitent leurs capitaux de manière responsable et résiliente. Les PEA servent donc de manifeste pour la souveraineté économique. Comme l'a conclu le Professeur Urama, « Ce n'est pas sorcier, il s'agit simplement d'utiliser ce dont nous disposons déjà ». L'Afrique doit investir dans ses propres systèmes, ses populations et ses institutions afin de transformer ses ressources en résultats concrets. Le renforcement de la gouvernance, des marchés financiers et du capital humain est devenu une condition préalable à la croissance et au développement.

Regardez la vidéo du lancement des PEA [en cliquant ici]

TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DE L'AFRIQUE POUR FAVORISER SON DEVELOPPEMENT DANS UN CONTEXTE ÉCONOMIQUE DE PLUS EN PLUS DIFFICILE : ÉVÉNEMENT 1 DE PARTAGE DE CONNAISSANCES DES ASSEMBLÉES ANNUELLES DU GROUPE DE LA BANQUE

Dans un monde marqué par une incertitude économique croissante, comment l'Afrique peut-elle tirer parti de sa puissance financière pour poursuivre son développement durable malgré des défis économiques accrus ? Telle était la question centrale qui a guidé la première session sur les connaissances lors des Assemblées annuelles de la Banque, le 29 mai 2025. Cette session a réuni un panel exceptionnel de dirigeants financiers, de décideurs politiques et d'experts en développement en vue de repenser le paysage financier africain. Le Professeur Kevin Urama, économiste en chef et Vice-Président du Groupe de la BAD, a prononcé le discours d'ouverture. Animée par Mme Hassatou N'Sele, Vice-Présidente chargée des finances et directrice financière du Groupe de la Banque, la manifestation a bénéficié des contributions de M. Denys Denya(Vice-Président exécutif de la Banque africaine d'import-export), Mme Abena Amoah (Directrice générale de la Bourse du Ghana), M. Ibrahima Diouf (Conseiller spécial de Serge Ekué, Président de la Banque ouest-africaine de développement) et Razia Khan (Économiste en chef et responsable de la recherche pour le Moyen-Orient et l'Afrique à la Standard Chartered Bank). M. Chika Mordi, Président de United Capital Plc ; M. Yann Le Pallec, Président de S&P Global Ratings ; M. Papa Amadou Sarr (Directeur exécutif chargé de la mobilisation, des partenariats et de la communication à l'Agence française de développement) ; M. Admassu Tadesse (Président du groupe et Directeur général de la Trade and Development Bank) et Mme Heike Harmgart (Directrice générale pour l'Afrique subsaharienne à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement). M. Solomon Quaynor, Vice-Président chargé du secteur privé, des infrastructures et de l'industrialisation, du Groupe de la Banque, a prononcé le discours de clôture..

Principaux enseignements tirés du dialogue

- **Des capitaux abondants, un impact limité :** bien que l'Afrique détienne plus de 2 100 milliards d'USD d'actifs dans les domaines des retraites, des assurances et des fonds souverains, la grande majorité de ces capitaux sont investis dans des titres d'État à faible impact. Au cours de l'événement, des intervenants, comme MM. Admassu Tadesse et Solomon Quaynor, ont souligné la nécessité de réorienter ces ressources vers des secteurs productifs tels que les infrastructures, l'industrialisation et les PME, afin de générer un impact transformateur.

- **Nécessité d'innover sur les marchés des capitaux :** Mme Abena Amoah a plaidé en faveur du développement des marchés des capitaux africains par la cotation en bourse d'entreprises publiques viables et la création d'une plateforme « Africa Invest ». Soulignant l'appétit croissant pour les investissements nationaux, elle a indiqué que plus de 100 milliards d'USD avaient été investis dans les cryptomonnaies en 2024, ce qui montre que les capitaux locaux peuvent être mobilisés lorsque les instruments appropriés sont en place.

- **Entraves à l'octroi de crédit au secteur privé :** M. Chika Mordi a expliqué que le comportement prudent des banques est souvent motivé par l'instabilité macroéconomique, l'inflation et les rendements élevés des titres d'État. Il a appelé à la mise en place d'outils de réduction des risques, de modèles de partage des bénéfices et de réformes réglementaires afin de promouvoir les prêts en faveur du développement à long terme du secteur privé.

- **Investissements intra-africains et fondamentaux économiques :** Mme Razia Khan a encouragé les investisseurs institutionnels africains à s'intéresser aux opportunités régionales, citant l'appréciation de la monnaie ghanéenne et les rendements en Égypte comme des perspectives attrayantes. Elle a également appelé à l'harmonisation des marchés de capitaux afin de réduire la fragmentation et de stimuler les flux de capitaux intra-africains.

- **De meilleures données peuvent améliorer les notations :** M. Yann Le Pallec a souligné l'intérêt de disposer de données localisées de haute qualité pour renforcer la précision des notations souveraines. Il a encouragé les décideurs politiques africains à coopérer plus régulièrement, et de manière plus transparente, avec les agences de notation afin de mieux refléter la situation sur le terrain.

- **Les flux financiers illicites compromettent les avancées :** M. Papa Amadou Sarr et M. Solomon Quaynor ont fait savoir que les flux financiers illicites et les lacunes réglementaires continuaient de réduire la marge budgétaire. Ils ont souligné l'intérêt de renforcer les institutions, de promouvoir la transparence et d'améliorer la coordination transfrontalière entre les autorités fiscales.

- **Les institutions africaines de financement du développement doivent agir de concert:** M. Ibrahima Diouf a appelé à la création d'une alliance plus cohérente entre les institutions africaines de financement du développement. En mutualisant leurs ressources et en partageant les risques opérationnels, ces institutions peuvent financer collectivement des projets de grande envergure qui seraient hors de portée d'une seule institution.

- **Redéfinir le discours sur l'investissement en Afrique :** M. Denys Denya a mis en avant l'intérêt de renforcer la souveraineté financière de l'Afrique et de réformer les systèmes de financement du commerce, en particulier pendant les périodes de restructuration de la dette extérieure. Il a souligné que l'Afrique devait peser sur les réformes mondiales afin qu'elles prennent en compte sa propre situation.

- **Clarté de l'écosystème et souveraineté du capital:** Mme Heike Harmgart a comparé l'écosystème financier africain à un match de football, où les entrepreneurs sont les attaquants, les IFD les milieux de terrain, et les pouvoirs publics, les arbitres. Elle et M. Admassu Tadesse ont souligné l'importance de la détermination précise des rôles, de la solidité des marchés monétaires locaux, et de l'autonomisation des institutions africaines, afin de définir leur propre avenir financier.

Cet événement a clairement montré que l'Afrique ne manquait pas de capitaux, mais qu'elle ne les optimisait pas suffisamment. Avec un meilleur alignement, des institutions solides et des instruments innovants, l'Afrique pourrait financer son propre développement et réduire sa dépendance à l'égard de la dette extérieure. Les intervenants et les participants ont appelé à une collaboration audacieuse, à des politiques fondées sur des données probantes et à un engagement renouvelé en faveur de la mobilisation des capitaux africains en faveur de solutions africaines. Alors que le Groupe de la Banque mondiale continue de promouvoir une croissance inclusive et un financement durable, cet événement était une étape majeure vers la réalisation du plein potentiel financier du continent.

Regardez toute la session ici

CRÉER DES INSTITUTIONS EFFICACES EN AFRIQUE POUR MOBILISER DES CAPITAUX AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT : ÉVÉNEMENT 2 - PARTAGE DES CONNAISSANCES DES ASSEMBLÉES ANNUELLES DU GROUPE DE LA BANQUE

Qu'est-ce qui rend le capital véritablement productif en Afrique ? Au-delà des flux financiers et des bilans, la réponse réside dans un facteur crucial mais souvent négligé : l'efficacité institutionnelle. C'était le thème central de l'événement thématique 2 - Partage des connaissances, qui s'est tenu le 30 mai 2025 lors des Assemblées annuelles du Groupe de la BAD. L'événement avait pour thème « Construire des institutions efficaces en Afrique afin de tirer parti du capital du continent pour favoriser son développement ». Sur la base du chapitre 3 des Perspectives économiques en Afrique 2025, la session a examiné en quoi une gouvernance saine, des institutions publiques résilientes et des systèmes politiques inclusifs étaient essentiels pour transformer le capital en un impact durable sur le développement.

Animé par Dr. Joy Kategekwa, Directrice du Bureau de coordination de l'intégration régionale de la Banque, l'événement a donné lieu à deux tables rondes dynamiques, qui ont réuni des décideurs africains de haut niveau, des partenaires mondiaux du développement, des dirigeants du secteur financier et des représentants de la société civile. Ensemble, ils ont exploré les réformes institutionnelles et les investissements dans les capacités, requis pour assurer que les flux de capitaux en expansion vers l'Afrique génèrent une croissance inclusive, durable et transformatrice.

Perspectives des intervenants

Dr. Kategekwa a ouvert la session en soulignant que les capitaux, à eux seuls, ne suffisaient pas. Sans institutions efficaces, responsables et axées sur les personnes pour le déployer et le gérer, l'Afrique court le risque de l'inefficacité, des occasions manquées et de la fuite de capitaux. Les panels qui ont suivi ont repris et approfondi ce thème.

Points saillants du Panel 1 : réforme et résilience des institutions

- **Dr. Ryadh M. Alkhareif,** Vice-Président du Comité monétaire et financier international et Gouverneur pour l'Arabie saoudite, a expliqué comment la Vision 2030 a dynamisé la réforme institutionnelle dans son pays, renforçant ainsi la valeur de stratégies nationales précises qui visaient à promouvoir la productivité du capital.
- **Mme Bärbel Kofler**, Secrétaire d'État parlementaire et Gouverneur pour l'Allemagne, a souligné que des institutions inclusives et transparentes constituaient le fondement de la paix, de l'investissement et du progrès social. Elle a mis l'accent sur le solide appui de l'Allemagne en faveur de la réforme de la gouvernance menée par l'Afrique.
- **M. Augustine Kpehe Ngafuan**, Ministre des Finances et de la Planification du développement du Libéria, a exposé en détail le parcours accompli par son pays vers la reprise post-conflit, grâce au renforcement des institutions, notamment la numérisation de l'administration publique et la réforme des marchés publics.
- **Dr. Heidy Rombouts**, Directrice générale de la coopération au développement et de l'aide humanitaire en Belgique, a appelé à investir simultanément dans les systèmes fiscaux, la résolution des conflits, l'éducation et la transparence. Elle a établi un lien entre la confiance dans la gouvernance et la stabilité sociale au sens large.
- **Dr. Jean Kaseya**, DDirecteur général du Centre africain de contrôle et la prévention des maladies (CACM), a souligné que la gouvernance sanitaire ne consistait pas seulement à répondre aux crises, mais qu'elle était également un pilier de la résilience nationale et de la continuité économique. Il a plaidé en faveur de systèmes de santé plus solides, dirigés par l'Afrique, et d'une réduction de la dépendance à l'égard des financements extérieurs.

Points saillants du Panel 2 : systèmes, jeunesse et engagement du secteur privé

- **S.E.M. Ismael Nabé**, Ministre du Plan et de la Coopération internationale de la Guinée, a présenté la Vision 2040, ainsi que les réformes institutionnelles du pays en matière de gestion des ressources naturelles, en particulier dans le cadre du projet minier de Simandou.
- **S.E.M. Ibrahime Uwizeye**, Ministre de l'Hydraulique, des Mines et de l'Énergie du Burundi, a souligné la nécessité de disposer d'infrastructures régionales solides et d'institutions énergétiques robustes pour dynamiser l'industrialisation verte et l'indépendance de l'Afrique.
- **M. Rabah Rahmani**, Directeur général de Zenith Bank Ltd (UK) – succursale de Paris, a souligné que la cohérence des politiques, la sécurité juridique et la coopération régionale constituaient des préalables à tout investissement à grande échelle, citant le gazoduc transafricain, qui traverse 12 pays, comme exemple de cadre institutionnel coordonné.
- **M. Mamadou Biteye**, Secrétaire exécutif de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF), a présenté le « triangle du développement » – institutions, systèmes de connaissances et capital humain – comme étant indispensable à une transformation à long terme. Il a appelé à des investissements soutenus dans la réforme de la fonction publique et de l'éducation.
- **Mme Ndi Nancy Saiboh**, Fondatrice et directrice exécutive de « Actions for Development and Empowerment », a lancé un appel vibrant en faveur de l'inclusion structurelle des jeunes dans les processus institutionnels. Elle a insisté pour que les jeunes bénéficient d'investissements et soient associés à la prise de décision grâce à un financement équitable.
- **Dr. Beth Dunford**, Vice-Présidente de la Banque mondiale, chargée de l'agriculture, du développement humain et social, a clôturé la session en rappelant avec force que « aucune forme de capital (financier, humain ou naturel) ne peut être mobilisée sans institutions efficaces en son cœur ». Elle a mis l'accent sur le déficit de financement annuel estimé à 402 milliards d'USD en Afrique, soulignant que pour combler ce déficit, il faudra de nouveaux outils de financement et des systèmes de gouvernance capables de déployer les capitaux de manière efficace et équitable.

Cette réunion de haut niveau a réaffirmé que la productivité du capital dépendait de la qualité des systèmes qui le régissaient. Les institutions sont le moteur du développement durable, de l'administration fiscale à la résilience sanitaire, en passant par l'engagement des jeunes et les infrastructures régionales. L'avenir de l'Afrique dépendra non seulement des capitaux qu'elle mobilisera, mais encore de l'efficacité avec laquelle elle les acheminera par le biais d'institutions responsables, compétentes et inclusives. La Banque s'engage à soutenir ses pays membres dans cette entreprise, afin de transformer le potentiel en progrès et la vision en résultats concrets.

Regardez les points saillants de l'événement [en cliquant ici]

"Bâtir aujourd'hui un avenir meilleur pour l'Afrique grâce au développement de capacités efficaces et à fort impact"

RENFORCER LA GOUVERNANCE DES RESSOURCES NATURELLES ET LA RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE DANS LES ÉTATS FRAGILES: DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS ET DIALOGUE SUR LES POLITIQUES DE LA GONAT EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Du 10 au 13 juin 2025, le Groupe de la Banque, par l'intermédiaire d'ECAD et du Centre africain de gestion et d'investissement en ressources naturelles, a organisé une formation et un dialogue sur les politiques de quatre jours à Bangui, en République centrafricaine. Cette formation s'inscrivait dans le cadre du projet « Gouvernance des sorties de ressources naturelles pour une résilience économique accrue dans les pays fragiles et en transition d'Afrique (GONAT) ». Ce projet est mis en œuvre en République centrafricaine, au Tchad, en République démocratique du Congo, au Mozambique, en Sierra Leone et au Zimbabwe. Financé par un don de 2 millions d'USD au titre du Pilier III de la Facilité d'appui à la transition (FAT), le projet aide ces pays en transition à lutter contre les flux financiers illicites, à renforcer la gouvernance des ressources naturelles et à renforcer la transparence dans la gestion des prêts garantis par des ressources. Le programme GONAT repose sur trois piliers principaux : i) un diagnostic des politiques afin de mettre en évidence les causes profondes des sorties de ressources ; ii) une formation pratique à l'intention des fonctionnaires, de la société civile et des acteurs du secteur privé ; et iii) un dialogue inclusif sur les politiques visant à relier les données probantes aux mesures de réforme.

Le projet est conçu pour bénéficier à un large éventail de parties prenantes. Combinant un diagnostic approfondi, une formation ciblée et un leadership politique, il jette les bases d'une gouvernance des ressources naturelles plus transparente, responsable et équitable à travers le continent. Au niveau institutionnel, il renforce les capacités des ministères chargés des ressources naturelles, des finances, de la lutte contre la corruption et de la gestion de la dette, ainsi que du corps législatif et des banques centrales. Son impact plus large s'étend à la société civile, aux médias, au secteur privé et aux communautés locales, en particulier celles qui sont situées à proximité des zones d'extraction de ressources.

Au cours des trois premiers jours de l'événement en RCA, plus de 80 hauts fonctionnaires des principaux ministères (finances, économie, planification, environnement, mines et géologie) ont participé à une formation pratique visant à améliorer le contrôle du secteur des ressources. Les sessions ont présenté des outils permettant de détecter la sous-facturation commerciale et les flux illicites, d'analyser et de gérer les accords de prêts garantis par des ressources, d'évaluer les performances en matière de gouvernance à l'aide d'indices mondiaux, tels que l'indice d'opacité financière, et d'appliquer la méthode des pays partenaires pour identifier les divergences dans les données commerciales.

Les participants ont qualifié la formation d'impactante et d'opportune. Dans son discours de clôture, Dr Eric K. Ogunleye, Directeur de l'Institut africain de développement, a déclaré : « Les connaissances et les outils acquis lors de l'événement GONAT permettront de renforcer la surveillance des prêts garantis par des ressources naturelles et contribueront à garantir que la richesse de l'Afrique profite à sa population ».

La dernière journée a été marquée par un dialogue sur les politiques de haut niveau qui a réuni des dirigeants nationaux, la société civile et le secteur privé afin d'élaborer des stratégies de gouvernance tournées vers l'avenir. Parmi les principaux intervenants figuraient : S.E.M. Rufin Benam Beltoungou, ministre des Mines et de la Géologie ; le Professeur Richard Filakota, ministre de l'Économie et du Plan, et Gouverneur du Groupe de la Banque pour la République centrafricaine ; et Mme Chantal Laure Djebebe, conseillère du Premier ministre de la République centrafricaine, chargée des ressources naturelles. Les discussions ont porté sur l'importance de la cohérence institutionnelle, de la prise de décision inclusive et du renforcement des capacités afin d'atténuer les risques liés à la dette, et de renforcer la transparence en matière de ressources.

L'inclusion des femmes est un élément clé du programme. La GONAT exige qu'au moins 40 % des participants à toutes les activités soient des femmes, afin d'assurer que les processus de gouvernance reflètent la diversité des opinions. « La participation des femmes n'est pas seulement symbolique, elle est stratégique. Elle favorise l'équité, la cohésion et la crédibilité », a affirmé Mme Alexia Molotouala, du ministère des Mines, lors de l'événement.

En conclusion, le succès de l'atelier et du dialogue de la GONAT à Bangui renforce l'engagement de la Banque à aider les États en transition à tirer parti de leurs richesses naturelles en faveur d'un développement inclusif et résilient. Dans la foulée, des événements analogues sont prévus dans les autres pays bénéficiant du soutien du projet.

En savoir plus sur l'événement ici

SÉRIE DE COURS SUR L'INFORMATION ET LA BIBLIOTHÈQUE : AUTONOMISER L'AFRIQUE : COMPRENDRE LES DÉFICITS EN MATIÈRE DE CAPACITÉS DANS LES CONTEXTES DE FRAGILITÉ ET DE TRANSITION - NOUVEAUX ENSEIGNEMENTS POUR UNE MEILLEURE PROGRAMMATION

Le 13 juin 2025, ECAD a organisé avec succès un webinaire informatif dans le cadre de la « Série de cours sur l'information et la bibliothèque », dont le thème était « AUTONOMISER L'AFRIQUE : comprendre les lacunes en matière de capacités dans les contextes de fragilité et de transition - Enseignements tirés pour une meilleure programmation ». Le webinaire a analysé les conclusions des récentes évaluations des besoins en matière de renforcement des capacités nationales en République centrafricaine, en Guinée-Bissau, en Somalie et au Soudan du Sud. Ces évaluations offrent une feuille de route pour combler les lacunes institutionnelles et améliorer la programmation du développement dans ces États en transition.

La session visait à traduire les conclusions du diagnostic en stratégies concrètes pour le développement durable. Mme Ann Sow Dao (Cheffe de Division, Développement des capacités pour la gestion du cycle des programmes à ECAD1) a présenté une analyse approfondie des évaluations, identifiant plusieurs goulets d'étranglement institutionnels qui entravent l'efficacité du développement. Les études ont révélé que les pays examinés présentaient des différences en termes de gouvernance et de stabilité politique : la Somalie et le Soudan du Sud étaient confrontés à une instabilité politique et à des menaces sécuritaires persistantes, tandis que la Guinée-Bissau et la République centrafricaine connaissaient une instabilité politique plutôt qu'un conflit ouvert. L'examen de la gestion des finances publiques a révélé la faiblesse des systèmes, caractérisés par une faible mobilisation des recettes intérieures, une exécution budgétaire inefficace, une transparence limitée et une dépendance à l'aide extérieure. Une question cruciale qui se pose dans ces États fragiles est leur capacité limitée en matière de suivi et d'évaluation, ainsi que la nécessité de mettre en place des systèmes coordonnés de statistiques et de gestion des données.

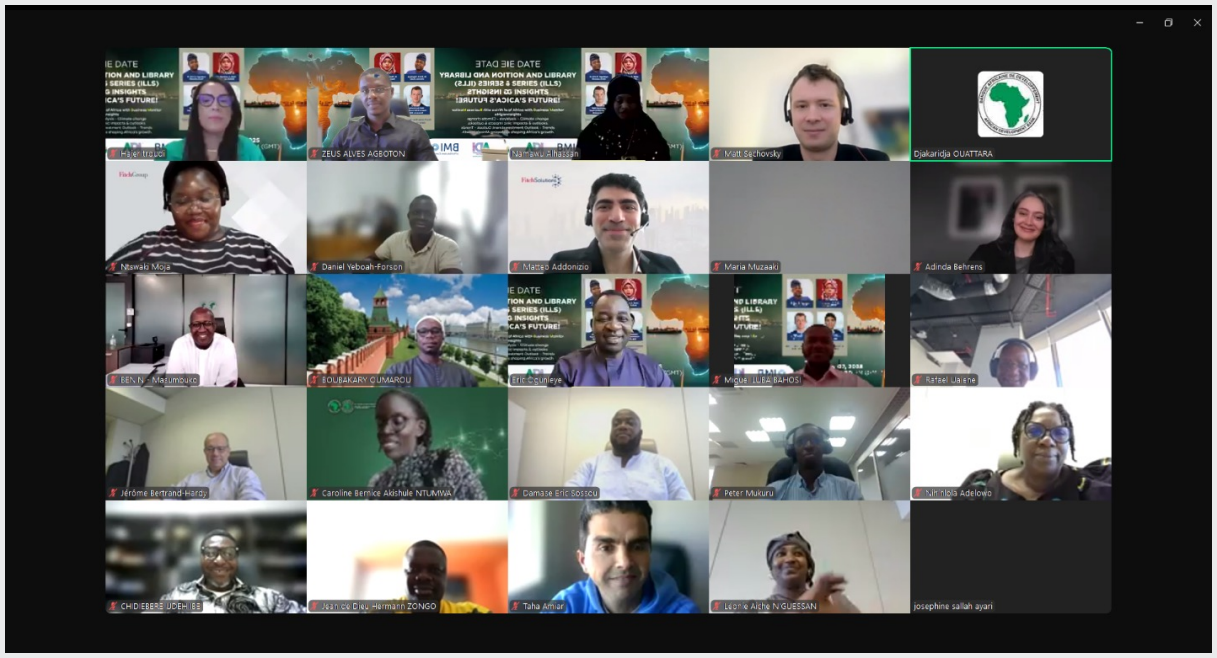
Il ressort des CCDNA trois orientations stratégiques essentielles. Premièrement, les partenaires au développement doivent passer de projets à court terme à des partenariats institutionnels à long terme. Des modèles tels que l'approche de la GIZ, qui consiste à intégrer des experts et des cellules spécialisées au sein des ministères, démontrent la valeur d'un renforcement durable des capacités sur le terrain. Deuxièmement, les investissements doivent cibler spécifiquement les facteurs de fragilité. L'accent mis par la Somalie sur l'édification de l'État à travers la fonction publique, l'administration des recettes et la gestion macroéconomique montre comment des solutions sur mesure peuvent s'attaquer aux causes profondes. Au Soudan du Sud, l'accent est mis sur le rétablissement des fonctions institutionnelles de base et l'élaboration d'une feuille de route pour la réforme de la fonction publique nationale. Investir dans les agences nationales de statistique afin de renforcer les écosystèmes de données, en combinaison avec des technologies innovantes pour soutenir la planification et le suivi des politiques, offre une base concrète pour des interventions institutionnelles adaptées. Une autre approche prometteuse consiste à impliquer les communautés de la diaspora dans le partage des compétences.

La session interactive du webinaire a donné lieu à une discussion très productive sur les approches pratiques en matière de renforcement des capacités dans les contextes de fragilité. Animée par Mme Namawu A. Alolo (Cheffe de la Division ECAD 3), la session a permis aux participants de partager leurs préoccupations, et aux intervenants de faire part des enseignements tirés de leur expérience sur le terrain. Plusieurs participants ont évoqué le défi permanent de concilier la fourniture de services urgents et le renforcement durable des capacités. M. Frederick Teufel a souligné que la mise en place d'institutions efficaces, légitimes et inclusives nécessitait des réformes dans les secteurs public et privé. Mme Ann Sow Dao a donné des exemples concrets tirés du cas de la Somalie, où les contributions à la requête nationale en faveur des consultations ont permis d'intégrer les services décentralisés. Cette approche progressive garantit la continuité des services tout en transférant progressivement les compétences. Les intervenants se sont accordés sur le fait que les systèmes communautaires implantés au niveau local faisaient souvent preuve d'une remarquable résilience pour combler les lacunes laissées par les institutions formelles. M. Bhakta Prajesh a insisté sur le fait que tous les pays connaissaient des lacunes en matière de capacités et de compétences, et que des solutions holistiques, telles que la collaboration avec les partenaires au développement, et la numérisation de la formation, étaient essentielles pour renforcer l'efficacité au niveau des projets.

Les présentations ont permis de mieux cerner les défis et les opportunités liés au renforcement des capacités dans les États en transition. La session s'est conclue sur un consensus quant à la nécessité de trouver un équilibre entre le besoin de stabilisation immédiate et le développement institutionnel à long terme pour autonomiser les communautés, renforcer la gouvernance et bâtir une résilience durable dans les contextes de fragilité.

Regardez l'événement en cliquant ici

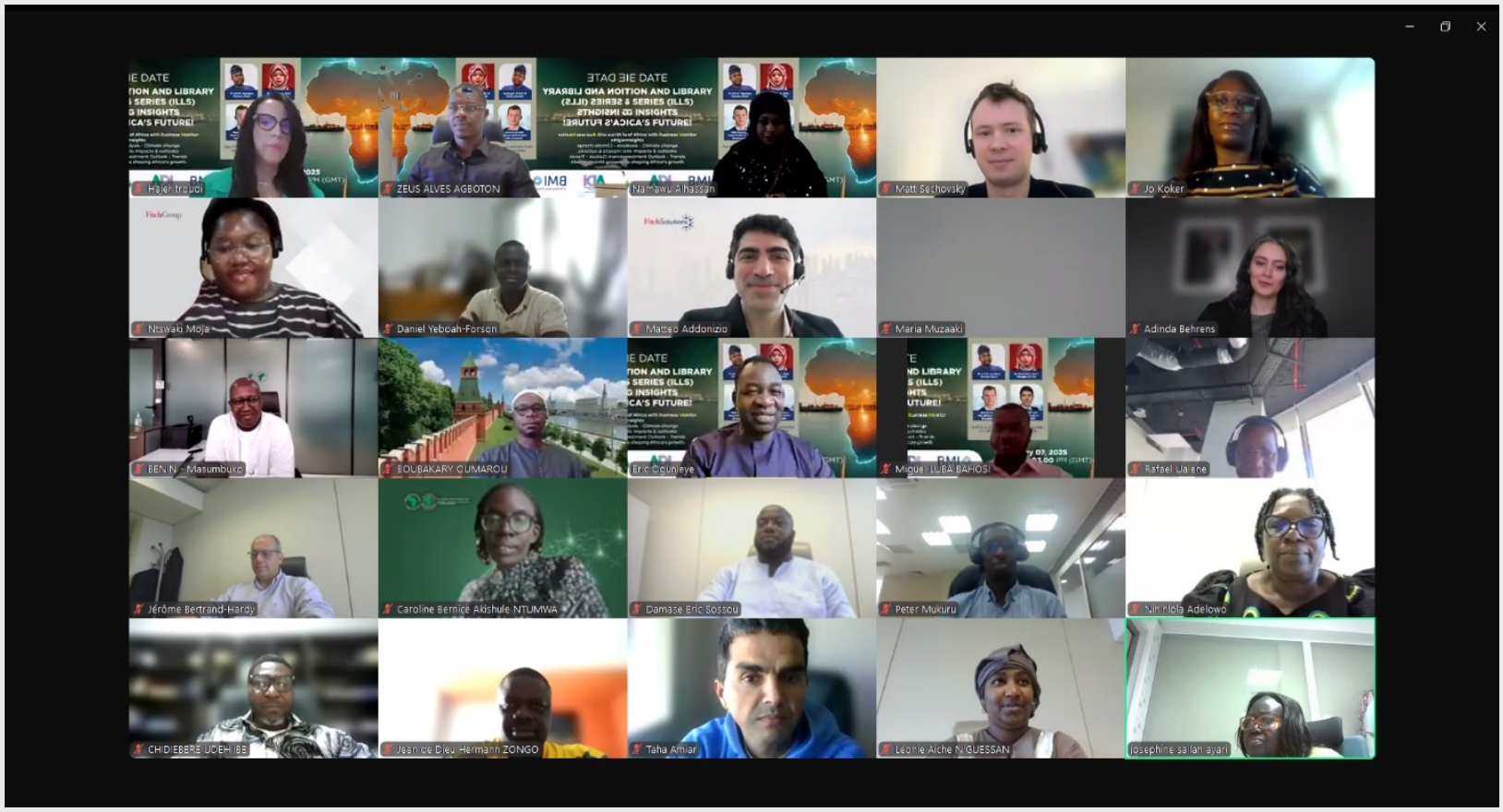
DÉVOILER L'AVENIR DE L'AFRIQUE : DES PERSPECTIVES FONDÉES SUR DES DONNÉES SUR L'ESG ET LES INVESTISSEMENTS DANS LES INFRASTRUCTURES



Dans le cadre de son engagement continu en faveur du partage des connaissances et de la prospective stratégique, ECAD a organisé une nouvelle session passionnante de la « Série d'apprentissage sur l'information et la bibliothèque », le 7 février 2024, intitulée « Dévoiler des perspectives sur l'avenir de l'Afrique ». Cette session virtuelle a réuni des membres du personnel de la Banque pour explorer deux thèmes importants qui influencent les perspectives de développement de l'Afrique : Analyse ESG des pays et Perspectives des investissements en infrastructures.

L'événement a bénéficié des analyses d'experts de Business Monitor International (BMI), un fournisseur de premier plan d'analyses macroéconomiques, sectorielles et financières. La session visait à éclairer les opérations et l'élaboration des politiques de la Banque en fournissant des informations solides et fondées sur des données probantes concernant les forces qui redéfinissent le paysage de la croissance en Afrique. Dans son allocution d'ouverture, Dr. Eric K. Ogunleye a souhaité la bienvenue aux participants et a souligné l'importance des thèmes abordés. Les considérations ESG prenant de plus en plus d'importance dans le développement mondial et régional, il est essentiel de comprendre leur impact économique sur l'Afrique. Dans le même temps, les investissements dans les infrastructures restent essentiels pour la croissance durable et inclusive du continent.

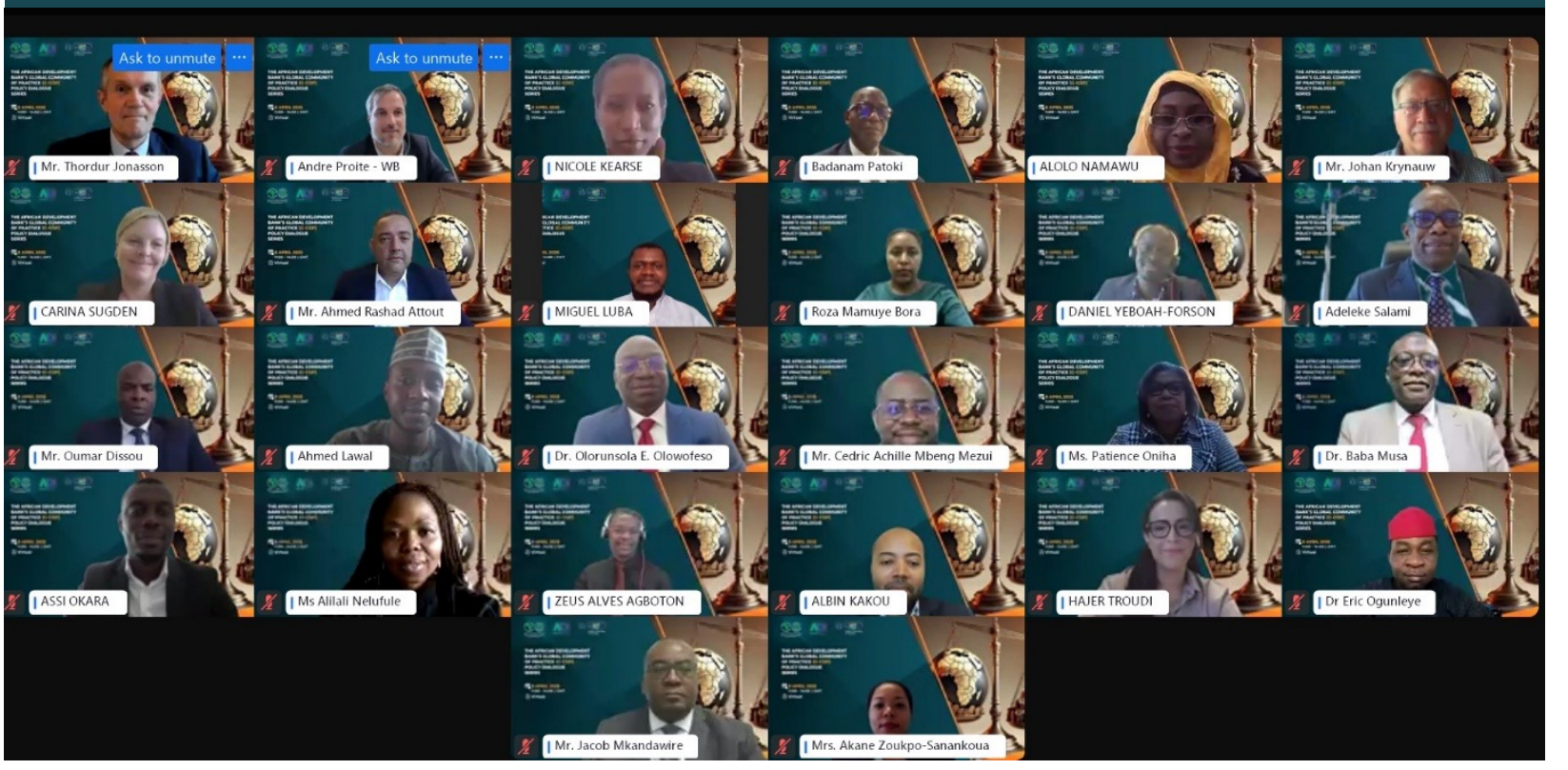
Les experts du BMI ont fait des exposés ciblés sur deux thèmes clés : le changement climatique en Afrique, vu à travers le prisme de l'analyse ESG des pays, en examinant les vulnérabilités économiques, les besoins d'adaptation et les perspectives stratégiques ; et les tendances et opportunités en matière d'investissements dans les infrastructures, en mettant l'accent sur les secteurs émergents, les risques d'investissement connexes et les mécanismes de financement susceptibles de stimuler le développement des infrastructures en Afrique. Les participants ont acquis des connaissances pratiques sur la manière dont la dynamique ESG influençait les décisions d'investissement, et sur la manière dont le développement des infrastructures pouvait être un moteur de transformation lorsqu'il était aligné sur les priorités nationales et régionales.



Alors que le continent fait face à des défis complexes, la série ILLS continue d'offrir une plateforme essentielle pour l'apprentissage stratégique et l'échange.

Pour regarder toute la session veuillez cliquer ici

13E ÉDITION DE LA COMMUNAUTÉ MONDIALE DE PRATIQUES | LIBÉRER LE POTENTIEL DE L'AFRIQUE : ENCOURAGER L'INNOVATION ET METTRE LES MARCHÉS INTÉRIEURS DE LA DETTE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLEDEVELOPMENT



Le 8 avril, le Groupe de la Banque a tenu la 13e réunion de la Communauté mondiale de pratiques (G-CoP), qui a rassemblé plus de 250 participants pour un dialogue sur les politiques de haut niveau sur le thème « Libérer le potentiel de l'Afrique : stimuler l'innovation et exploiter les marchés intérieurs de la dette pour le développement durable ». L'événement a mis l'accent sur le rôle essentiel des marchés intérieurs de la dette dans la stimulation de l'innovation et l'appui à un développement durable et auto-entretenu à travers le continent.

La session a été coanimée par Dr. Namawu A. Alolo (Cheffe de division, ECAD.3) et M. Daniel Yeboah-Forson (Chargé du renforcement des capacités, Division de la gestion des politiques en matière de renforcement des capacités, ECAD.2). Elle a été ouverte par une allocution passionnante de Dr Eric K. Ogunleye (Directeur, ECAD), et s'est terminée par les réflexions percutantes de Dr. Namawu Alolo, au nom du Dr. Anthony Musonda Simpasa (Directeur du Département Politique macroéconomique, prévisions et recherche de la Banque). Le dialogue s'est déroulé en trois séances animées qui ont donné lieu à des réflexions riches et à des conclusions concrètes. Les points saillants de la session sont les suivants :

- La situation de la dette intérieure en Afrique : les intervenants ont souligné la forte augmentation de la dette intérieure dans les pays africains, due à la réduction de l'accès aux financements concessionnels et à l'augmentation des besoins de développement. Cela a entraîné de nouveaux risques, notamment des pressions en vue du refinancement, des coûts d'emprunt élevés et une exposition accrue du secteur financier. Si la dette n'est pas néfaste en soi, sa mauvaise gestion peut toutefois entraver considérablement le développement. Les participants ont insisté sur la nécessité de mettre en place des cadres intégrés de viabilité de la dette, qui tiennent compte à la fois des engagements intérieurs et extérieurs.

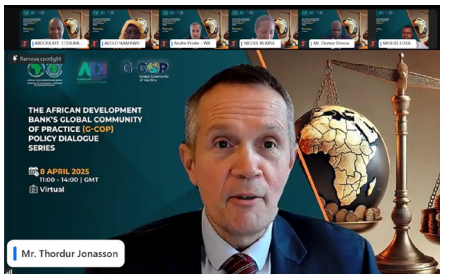
- Renforcement des marchés et des institutions : des marchés de la dette intérieure solides sont essentiels pour le financement du développement à long terme. Les participants ont souligné l'importance de mesures telles que l'élargissement de la base des investisseurs, l'amélioration des infrastructures de marché, le renforcement de la transparence, la modernisation des cadres réglementaires et l'exploitation des innovations numériques. L'importance d'une coordination renforcée entre les autorités budgétaires et monétaires en vue d'assurer une gestion plus efficace de la dette et la résilience des institutions a été soulignée à plusieurs reprises.

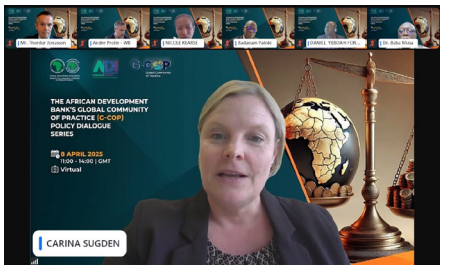
- Innovation et bonnes pratiques : la session a présenté les pratiques novatrices de pays comme le Kenya, le Nigeria et le Ghana, qui bénéficient déjà des avantages d'innovations telles que les plateformes obligataires numériques, les obligations vertes, les obligations de la diaspora et les initiatives en matière de transparence de la dette. Ces exemples de réussite témoignent de l'importance de l'engagement politique, de la collaboration avec les parties prenantes et du soutien technique continu pour renforcer la confiance des investisseurs et accroître la participation au marché, y compris celle des acteurs non institutionnels.

Cette session de la G-CoP a réaffirmé l'engagement de la Banque de doter les PMR des outils et des connaissances nécessaires pour gérer prudemment leur dette intérieure, mobiliser les ressources locales et créer des écosystèmes financiers résilients. À mesure que le dialogue se poursuivra, la Banque intensifiera ses actions en faveur d'un renforcement ciblé des capacités, encouragera des réformes fondées sur des données probantes, et promouvra le dialogue entre les pays.

Regardez l'ensemble de l'événement en cliquant ici

Accédez au communiqué de l'événement en cliquant ici





SÉRIE LEADING-EDGE INSIGHT : RENFORCER LES CAPACITÉS DE LA MAIN-D'OEUVRE AFRICAINE : DES COURS OUVERTS ET À GRANDE ÉCHELLE AUX FORMATIONS MICRO-QUALIFIANTES

Le 18 mars 2025, ECAD a organisé une édition très intéressante de sa série "Leading-Edge Insight", intitulée : « des cours en ligne ouverts et à grande échelle aux formations micro-qualifiantes : renforcer les capacités de la main-d'œuvre africaine ». La session a pris la forme d'une discussion au coin du feu entre M. Anant Agarwal, fondateur d'EdX, et Dr. Eric K. Ogunleye, Directeur d'ECAD, animée par Dr. Namawu Alolo, Cheffe de la Division ECAD.3, avec les contributions de Dr. Sheila Jagannathan, consultante supérieure à la Banque.

Le débat a porté sur la manière dont les plateformes numériques comme EdX démocratisaient l'accès à une éducation de classe mondiale, permettant à des millions d'apprenants africains de développer leurs compétences de manière abordable et flexible. Dr. Agarwal a mis l'accent sur la capacité transformatrice des cours en ligne ouverts et à grande échelle, aux formations micro-qualifiantes, qui permettent à des spécialistes de répondre aux exigences d'un marché du travail en constante évolution, et de poursuivre leur apprentissage tout au long de leur vie. Il a également insisté sur le rôle de l'intelligence artificielle dans l'amélioration des expériences d'apprentissage personnalisées et adaptatives. Dr. Jagannathan a relié ces idées à des pratiques mondiales plus larges, soulignant l'efficacité des programmes d'apprentissage en ligne, mis en place par des institutions comme la Banque mondiale ou le FMI. Si, lors de la session, il a été a reconnu qu'il y avait actuellement des difficultés en matière d'accréditation, de reconnaissance par les employeurs et d'accès au numérique, les participants ont affirmé que ces défis pouvaient être relevés grâce à des politiques, des partenariats et des innovations appropriés.

L'un des moments forts de la session a été l'annonce de la mise en place prochaine des cours en ligne ouverts et à grande échelle aux formations micro-qualifiantes, dans les domaines prioritaires de la Banque, conçus en partenariat avec EdX, afin de renforcer l'engagement de la Banque en faveur de la formation d'une main-d'œuvre africaine maîtrisant les technologies numériques. Le message général de la session était que, dans une ère de mutations constantes, l'apprentissage tout au long de la vie était essentiel et non facultatif.

Principaux points à retenir

- Les MOOC brisent les barrières et offrent un enseignement gratuit et accessible à des millions de personnes à travers l'Afrique.
- Les partenariats mondiaux adaptés au contexte local rendent la formation d'élite pertinente et efficace pour les apprenants africains.
- Les formations micro-qualifiantes renforcent l'employabilité et contribuent à combler les lacunes en matière de compétences essentielles grâce à un apprentissage ciblé.
- L'IA permet un apprentissage personnalisé et renforce l'engagement grâce à des outils adaptatifs et à des retours intelligents.
- Les modèles hybrides et en ligne offrent une grande flexibilité, en particulier pour les spécialistes en activité et les communautés défavorisées.
- Les MOOC proposent une mise à niveau des compétences à un coût abordable, avec des formations micro-qualifiantes pour une fraction du coût de l'enseignement traditionnel.
- Les actions visant à habiliter les accréditer les formations micro-qualifiantes renforcent leur valeur auprès des employeurs et des institutions.
- Une conception inclusive et axée sur l'impact renforce l'efficacité et la portée des initiatives d'apprentissage numérique
- L'apprentissage tout au long de la vie est essentiel, et les outils numériques favorisent le perfectionnement professionnel continu.
- La collaboration favorise l'évolutivité et requiert une coordination des actions entre les pouvoirs publics, les entreprises de technologies éducatives et les enseignants.
- La formation numérique change des vies, comme le montrent des exemples de réussite comme celui d'un responsable du budget libérien.

L'enseignement numérique façonne et transforme la manière dont le continent apprend, travaille, se développe et fait face à la concurrence.

Regardez l'ensemble de l'événement en cliquant ici

REPOUSSER LES FRONTIÈRES DE L'APPRENTISSAGE NUMÉRIQUE :

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'ÉDITION 2020 DE L'E-LEARNING AFRICA

Du 7 au 9 mai 2025, ECAD a représenté le Groupe de la Banque à la 18e Conférence e-Learning Africa à Dar es-Salaam, en Tanzanie. Avec plus de 1 200 participants venus de plus de 85 pays, dont des ministres, des décideurs politiques, des innovateurs en matière de technologies éducatives et des partenaires au développement, la conférence s'est concentrée sur le thème « Réinventer l'éducation et le développement du capital humain pour la prospérité future de l'Afrique ».

La délégation de la Banque a rencontré les parties prenantes afin de recueillir des informations qui serviront à la mise en œuvre de la Virtual Capacity Development Academy (VCDA), une plateforme essentielle pour la fourniture de services d'apprentissage numérique et de renforcement des capacités. L'événement a mis en évidence le potentiel transformateur des technologies émergentes, telles que l'intelligence artificielle, l'apprentissage mobile et la blockchain, pour améliorer l'enseignement et le perfectionnement professionnel à travers le continent.

Les discussions importantes avec des partenaires mondiaux, notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Amazon Web Services et l'Université Carnegie Mellon Afrique, ont ouvert la voie à une collaboration stratégique. Ces partenariats enrichiront la VCDA grâce à des cadres pédagogiques innovants, une infrastructure robuste et des contenus axés sur la recherche. En outre, la conférence a souligné l'intérêt pour la VCDA d'évoluer au-delà d'un portail d'apprentissage traditionnel pour devenir un écosystème adaptatif permettant un apprentissage évolutif, inclusif et aligné sur les besoins des secteurs. Pour la Banque, cela représente une opportunité stratégique de mener la transformation de l'apprentissage numérique en Afrique. Alors que la demande d'outils de renforcement des capacités accessibles, pertinents et de haute qualité augmente dans les PMR, la VCDA doit élargir son offre de cours, former des partenariats régionaux et s'aligner sur les nouvelles demandes de compétences afin de répondre à ces attentes. À l'avenir, la Banque est déterminée à jouer un rôle plus important dans le paysage de l'apprentissage en ligne en Afrique, en commençant par une présence renforcée à la conférence de 2026.

CONSTRUIRE DES PONTS ET CÉLÉBRER LES CULTURES :

LE MESSAGE INSPIRANT D'ECAD À L'ADOTH 2025

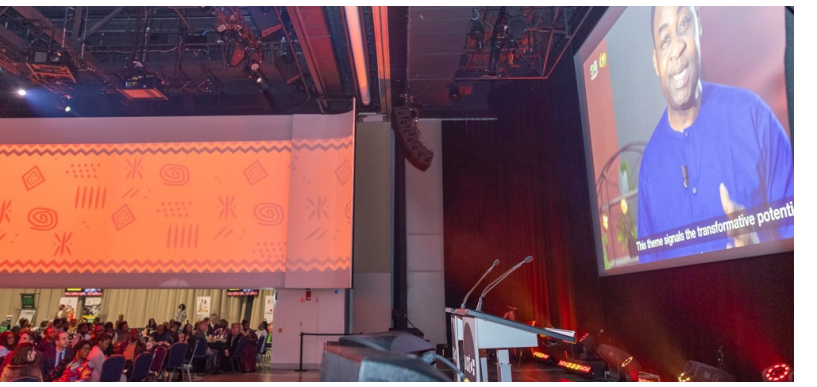
Lors des célébrations du Mois de l'histoire des Noirs sur la Colline du Parlement à Ottawa, au Canada, le 15 février, ECAD a fait forte impression avec un discours vidéo percutant de son directeur, Dr Eric K. Ogunleye. Dans le cadre des célébrations de la Journée africaine sur la Colline 2025 (ADOTH 2025), qui marquait également le dixième anniversaire de l'événement, des dignitaires, des organisateurs et des représentants de 54 organisations de pays africains se sont réunis sous les auspices de l'ACAO.

M. Ogunleye a entamé son allocution en adressant ses chaleureuses salutations à toutes les personnes présentes, et en soulignant le thème de cette célébration importante : « Construire des ponts, célébrer les cultures ». Avec beaucoup de perspicacité, il a rappelé à l'auditoire que « l'Afrique a autant besoin de vous que le monde a besoin de l'Afrique ! ». Ses paroles ont trouvé un écho profond lorsqu'il a mis l'accent sur le rôle essentiel que joue le renforcement

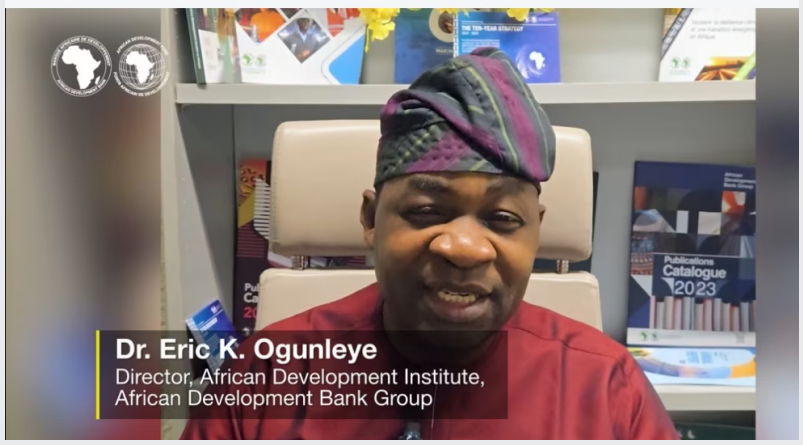
des capacités dans la promotion d'une croissance durable à travers le continent. M. Ogunleye a réaffirmé l'engagement d'ECAD de soutenir la transformation de l'Afrique en un continent prospère, industrialisé et innovant. « C'est cette Afrique que nous voulons », a-t-il déclaré, appelant à des actions collectives pour atteindre les principaux objectifs fixés pour 2063.

Une partie importante du discours du Dr. Ogunleye a porté sur les contributions inestimables de la diaspora africaine. Il a évoqué le riche héritage de l'Afrique et ses réalisations pionnières dans les domaines de la science, de l'innovation, des arts, de la littérature et de l'architecture, ainsi que le rôle indispensable de la diaspora dans la promotion du développement durable à l'échelle mondiale. Il a souligné qu'ECAD avait conscience du potentiel transformateur de ces réseaux mondiaux et s'engageait activement dans des initiatives visant à tirer parti des ressources de la diaspora. Dr. Ogunleye a mis en avant les actions visant à sécuriser les transferts de fonds, à renforcer les liens avec la diaspora et à promouvoir le commerce et l'investissement, ainsi qu'à approfondir la recherche, l'innovation et le transfert de technologies. Son appel convaincant à l'action, en faveur de la « circulation des cerveaux plutôt que de la fuite des cerveaux », a mis l'accent sur l'intérêt de réinvestir les compétences, les connaissances et les ressources en Afrique.

Alors que l'ADOTH 2025 touchait à sa fin, le discours de M. Ogunleye est apparu comme un appel à l'unité, au progrès et à un engagement renouvelé en faveur du renforcement des capacités. Il a rappelé à tous les participants que l'avenir de l'Afrique était intrinsèquement lié à son riche patrimoine et à la contribution de sa diaspora. Ses paroles inspirantes ont donné un ton positif aux célébrations, ce qui a renforcé la conviction selon laquelle l'Afrique, grâce au partage de ses valeurs et à la coopération, pouvait réaliser son potentiel sur la scène mondiale.



L'AFRIQUE À LA CROISÉE DES CHEMINS : REPENSER LA FINANCE MONDIALE POUR UNE PROSPÉRITÉ PARTAGÉE



Le 24 mai 2025, lors du Forum Baichuan organisé par l'Université chinoise de Hong Kong à Shenzhen, le Groupe de la Banque a souligné l'urgent appel de l'Afrique en faveur d'une réforme du système financier international. L'événement a réuni des leaders d'opinion du Sud pour aborder l'une des questions les plus pressantes de notre époque : l'architecture financière mondiale est-elle adaptée à un monde caractérisé par les risques climatiques, les inégalités et l'interdépendance croissante ?

Représentant la Banque, Dr Eric K. Ogunleye a prononcé un discours liminaire dans lequel il a souligné que les relations de l'Afrique avec le système financier mondial devaient évoluer pour passer d'un rapport purement transactionnel à une relation véritablement transformatrice. Historiquement, les institutions financières mondiales n'ont pas été conçues en tenant compte de l'Afrique. Pendant des décennies, des droits de vote limités, des orientations stratégiques rigides et un accès inégal à des financements abordables ont limité la capacité du continent à déterminer sa propre voie de développement.

Aujourd'hui, l'Afrique est confrontée à un triple défi : le coût élevé du capital, dû à des évaluations des risques biaisées ; des instruments financiers rigides qui ne tiennent pas compte des réalités locales ; et un déficit important de financement pour lutter contre le changement climatique et les pandémies. Cependant, malgré ces défis, le continent ne reste pas inactif. Il affirme son rôle en exigeant des réformes de la gouvernance des institutions financières internationales, en développant le financement mixte et la mobilisation des ressources nationales, en renforçant les plateformes financières régionales et en intégrant l'innovation numérique dans le secteur financier.
Dr. Ogunleye a souligné la nécessité d'une réforme du système financier mondial, affirmant que l'Afrique devait être reconnue comme un partenaire stratégique et non être considérée sous l'angle de la charité ou de la crise. Il a appelé à des mesures concrètes, notamment la mise en place d'une plateforme inclusive de règlement de la dette, l'augmentation des financements concessionnels, une plus grande représentation de l'Afrique dans les institutions financières internationales (IFI) et des investissements dans des solutions climatiques menées par l'Afrique. Le Forum de Baichuan a donné à la BAD une occasion opportune de réaffirmer son rôle de chef de file intellectuel dans la mise en place d'une nouvelle architecture financière inclusive et équitable pour tous.

Regardez l'enregistrement [en cliquant ici]():

LA BANQUE MET EN AVANT SON RÔLE DE CHEF DE FILE EN MATIÈRE DE CONNAISSANCE LORS DE LA RÉUNION DE LA COMMUNAUTÉ DE PRATIQUES POUR LA GESTION DES CONNAISSANCES EN VUE D'UN IMPACT

Le Groupe de la Banque était bien représenté à la réunion de la Communauté de pratiques pour la gestion des connaissances en vue d'un impact (KM4Impact CoP), qui s'est tenue les 25 et 26 juin au siège de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) à Londres, au Royaume-Uni. Cet événement de haut niveau, coorganisé par la BERD et la Banque asiatique de développement (BAD), a réuni des experts de haut niveau en gestion des connaissances, en intelligence artificielle et en stratégie numérique, issus des principales institutions financières internationales, notamment la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque asiatique d'investissement dans l'infrastructure (AIIB), la Société financière internationale (SFI) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Plusieurs agences des Nations unies et des dirigeants du secteur privé, dont des représentants de McKinsey & Company, étaient également présents.

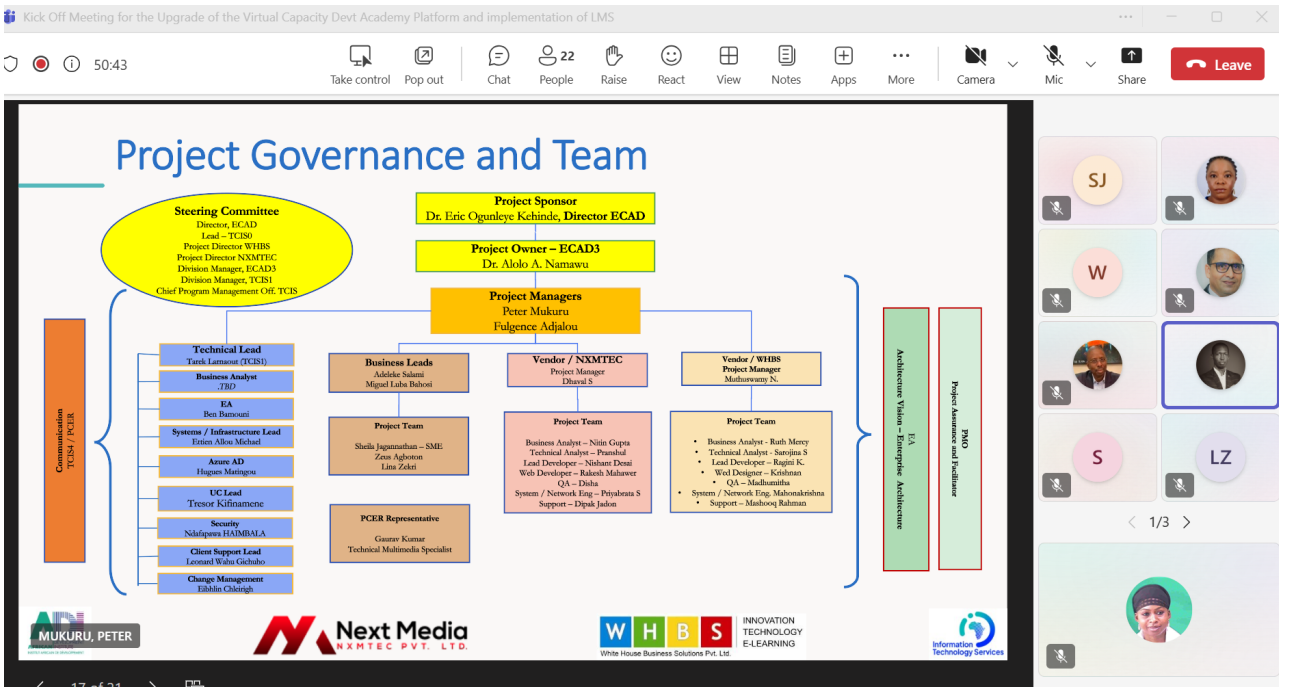
La réunion, dont le thème était : « Point d'inflexion : vers une nouvelle gestion des connaissances », s'est tenue à un moment charnière pour les institutions multilatérales qui tentent d'adapter leurs stratégies en matière de connaissances, face à l'accélération de la transformation numérique et de la décentralisation institutionnelle.

Représentant la Banque, Dr Eric K. Ogunleye, Directeur d'ECAD, a prononcé deux allocutions qui ont été largement salués pour leur sens de leadership éclairé et pour leur pertinence régionale. Il a souligné le rôle essentiel de la gestion des connaissances pour relever les défis du développement en Afrique, notamment la résilience institutionnelle et le dividende démographique des jeunes, tout en soulignant la nécessité d'adapter les modèles de gestion des connaissances au contexte africain. M. Ogunleye a également présenté les actions engagées par la Banque pour intégrer la gestion des connaissances dans ses opérations, en mettant en avant des initiatives phares telles que l'Académie virtuelle de développement des capacités (VCDA), la série Leading Edge Insight (LEI), la série Information and Library Learning (ILLS) et la Communauté mondiale de pratiques (G-CoP).

Tout au long de cet événement de deux jours, M. Ogunleye a mis l'accent sur la production de connaissances par les Africains, les plateformes d'apprentissage inclusives et les biens publics régionaux tels que la VCDA, reflétant ainsi la proposition de valeur exceptionnelle de la Banque au sein de l'écosystème mondial du savoir. Ses contributions ont donné un ancrage solide au message central de l'événement, à savoir que la gestion des connaissances doit évoluer vers une fonction stratégique capable de promouvoir l'apprentissage en temps réel, la collaboration intersectorielle et des résultats de développement percutants.

COUP D'ENVOI DE LA VCDA : LANCEMENT DE L'APPRENTISSAGE RENFORCÉ POUR L'AFRIQUE

En mars 2025, ECAD s'est engagée dans une transformation profonde, avec le lancement d'importantes mises à niveau technologiques visant à améliorer la qualité des services de formation et de renforcement des capacités de la Banque au titre de la VCDA à travers l'Afrique. Cet événement marquant a constitué une étape majeure dans l'évolution de la VCDA, la positionnant comme un leader dans la fourniture de solutions en matière de formation avant-gardiste, qui consolideront et transformeront le renforcement des capacités en Afrique. Il a également marqué l'aboutissement des travaux préparatoires menés tout au long de l'année 2024, jetant ainsi des bases solides pour des progrès futurs. La réunion a en outre salué les efforts de collaboration entre la VCDA et ses partenaires, notamment le Département informatique de la Banque.



LE COMITÉ DE GESTION DES CONNAISSANCES REDYNAMISÉ : LA QUÊTE DE L'EXCELLENCE DANS LES ACTIVITÉS DE LA BANQUE EN MATIÈRE DE CONNAISSANCES

alamy
Image ID: G2NGB6
www.alamy.com

libérer le vaste potentiel de connaissances de l'Afrique et de maximiser l'impact de ses initiatives sur le développement dans tous les pays membres régionaux. Fondée sur des principes clés tels que les connaissances axées sur la demande, la promotion de la créativité, l'adhésion à une théorie du changement, la formation de partenariats stratégiques et la sélectivité, cette stratégie vise à faire de la Banque le principal fournisseur de solutions de connaissances qui permettent aux pays membres régionaux de réaliser leurs priorités en matière de développement. Au cœur de cette initiative se trouve le Comité de gestion des connaissances (CGC), un organe intersectoriel créé pour coordonner les activités de la Banque en matière de connaissances et veiller à ce qu'elles soient alignées sur les objectifs généraux de la stratégie de gestion des connaissances.

Depuis sa création en 2022, le CGC a rencontré des difficultés au départ, notamment des réunions sporadiques en raison de priorités conflictuelles. Cependant, 2024 a été une année charnière pour le comité, qui a retrouvé son élan sous la direction de l'Économiste en chef et Vice-président. Grâce à des réunions trimestrielles régulières et à des sessions supplémentaires destinées à traiter les questions urgentes, le CGC a réaffirmé son engagement de garantir la mise en œuvre d'initiatives relatives aux connaissances de haute qualité et à fort impact.

Le CGC a donné une nouvelle impulsion à sa mission, qui prévoit la coordination des activités de gestion des connaissances à l'échelle de la Banque, l'élaboration d'un programme annuel de gestion des connaissances et la garantie d'une assurance qualité rigoureuse pour les produits du savoir. Les experts régionaux et sectoriels des centres et du siège de la Banque apportent un soutien essentiel à ces actions. Parallèlement, les partenariats de la Banque, avec les ministères des ressources humaines et de la gestion des compétences, la société civile et le secteur privé sont renforcés par les services concernés de l'institution afin d'assurer que les activités de gestion des connaissances restent pertinentes et efficaces.
Fort de sa nouvelle orientation et de son impulsion renouvelée, le CGC est disposé à porter les activités de la Banque en matière de connaissances vers de nouveaux sommets. Grâce à la mobilisation des ressources, au renforcement des partenariats et à l'amélioration de l'assurance qualité, le Comité veille à ce que la Banque apporte des solutions liées au savoir, qui soient exploitables et transformatrices. Avec le CGC en première ligne, la Banque est en bonne voie pour consolider sa position de premier fournisseur de connaissances en matière de développement en Afrique.

Le Secrétariat du CGC est géré par ECAD.

Pour davantage d'informations, veuillez nous contacter à Knowledge_Management_Committee_Secretariat@AFDB.ORG.

ACTIVITÉS DE GESTION DU CYCLE DES PROGRAMMES ET DES PROJETS

RENFORCER LES CAPACITÉS DE TRANSFORMATION DANS LES ÉTATS FRAGILES: POINTS SAILLANTS DE L'ATELIER DE DIFFUSION SUR QUATRE STRATÉGIES NATIONALES DE DIFFUSION

Une nouvelle ère s'ouvre pour le renforcement des capacités en Afrique. Les 16 et 17 juin 2025, la Division du renforcement des capacités pour la gestion des programmes et des projets (ECAD1) du Groupe de la Banque a organisé un atelier de diffusion crucial à Nairobi, au Kenya. Cet événement de haut niveau a réuni des groupes de travail nationaux et d'autres responsables gouvernementaux de la République centrafricaine, de la Guinée-Bissau, de la Somalie et du Soudan du Sud, qui ont partagé leurs stratégies nationales pionnières de renforcement des capacités (SNCD).

Ces stratégies sont des plans sur mesure, conçus pour remédier aux vulnérabilités structurelles, aux inefficacités institutionnelles et aux lacunes dans la fourniture des services publics propres à chaque pays. L'atelier a souligné que le renforcement des capacités constituait un pilier fondamental pour réaliser un développement durable et renforcer la résilience des États, en particulier dans les contextes de fragilité et de transition.

Les SNCD témoignent d'une véritable appropriation par les pays, découlant de consultations nationales inclusives. Elles traduisent les priorités spécifiques à chaque pays, allant des finances publiques et de la planification à la gestion de projets en République centrafricaine, et de la consolidation de la paix à la résilience macroéconomique au Soudan du Sud. Chaque stratégie est reconnue comme une « feuille de route structurée et pratique » pour libérer le capital humain, institutionnel et naturel, nécessaire à un changement structurant.

L'atelier a formulé des recommandations majeures qui définissent un axe précis pour l'avenir. Il s'agit notamment d'obtenir l'approbation officielle des stratégies par les pouvoirs publics, de veiller à leur alignement sur les plans nationaux de développement, de mettre en place des cellules de coordination spécialisées, et de promouvoir les mécanismes d'apprentissage entre pairs dans les pays participants. Ceux-ci ont également plaidé en faveur de la mise en œuvre de systèmes rigoureux de suivi et d'évaluation, de revue annuelle des performances, et de cadres de diffusion inclusifs associant la société civile, le secteur privé et les institutions décentralisées.

Le lancement de programmes exhaustifs de renforcement des capacités constituera la pierre angulaire de la phase de mise en œuvre. Ces initiatives renforceront la réforme du secteur public en proposant des formations ciblées dans les domaines de la gestion administrative, des données et des finances, de la conception et de la mise en œuvre de projets, ainsi qu'en offrant une expérience pratique grâce à un suivi sur le terrain et à des échanges entre pairs. À cette fin, les pays sont prêts à mobiliser des financements nationaux innovants en explorant différents instruments tout en tirant parti de partenariats stratégiques et du soutien indéfectible de la Banque.

Fortes de cette nouvelle dynamique, les SNCD sont appelées à devenir des instruments essentiels pour la mise en place d'institutions résilientes et responsables, dans certains des contextes les plus complexes et les plus dynamiques du continent.

Regardez les enregistrements de l'événement [en cliquant ici]

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES AU NIGER : LA BANQUE ORGANISE UNE CLINIQUE FIDUCIAIRE ET UN ATELIER DE FORMATION À NIAMEY

Du 27 au 31 janvier 2025, ECAD a organisé un atelier sur le renforcement des capacités institutionnelles et la clinique fiduciaire (RICF) à Niamey, au Niger. Cet atelier a réuni plus de 100 parties prenantes nationales impliquées dans la gestion de projets financés et cofinancés par la Banque. Piloté par la Division ECAD 1 de la Banque, l'atelier a été organisé en étroite collaboration avec le Bureau national de la Banque au Niger, le Département de la gestion financière et des services fiduciaires (SNFI) et le Département des services de décaissement (FIFC). L'événement visait à renforcer la performance du portefeuille opérationnel de la Banque au Niger, qui comporte 20 projets actifs dans le secteur public (14 projets nationaux et six projets régionaux d'une valeur de 662,77 millions d'UC).

Dans son allocution d'ouverture, M. Firmin Bri, chargé de programme pays, a souligné l'importance de l'atelier dans l'amélioration de la performance des projets, et la promotion d'une meilleure maîtrise des procédures de la Banque. M. Boubacar Iro, Directeur du financement des investissements, s'est félicité de la forte participation et a réaffirmé l'engagement de la Banque à veiller à ce que ses règles et procédures soient pleinement assimilées par les organes d'exécution au Niger. La délégation de la Banque a également rencontré M. Alio Daouda, Secrétaire général du ministère des Finances du Niger. Il a exprimé sa gratitude pour l'appui de la Banque au renforcement des capacités, et a appelé à une évaluation des interventions antérieures afin de consolider l'appropriation nationale et d'améliorer les résultats.

Pendant cinq jours, les participants ont pris part à des sessions dynamiques et interactives, couvrant les domaines des marchés publics, de la gestion financière et des décaissements. La formation combinait des modules théoriques et des études de cas concrets, dispensés dans le cadre de sessions parallèles afin de maximiser la participation et l'impact. Benjamin Camara, chargé du renforcement des capacités (ECAD 1), a animé les sessions, en les structurant de manière à aborder les défis spécifiques auxquels les participants étaient confrontés dans leur tâche quotidienne.

L'un des points forts de l'atelier a été la formation certifiante sur les procédures de décaissement, dispensée en ligne via des comptes personnalisés pour chaque participant. Elle prévoyait des modules sur les politiques, les méthodes, les outils et les mécanismes d'établissement de rapport de la Banque en matière de décaissement, chacun étant suivi d'un quiz pratique. Les participants ayant obtenu une note minimale de 80 % à l'évaluation finale ont obtenu un certificat en compétence numérique. Plus de 51 % des participants ont obtenu la certification. Un suivi est prévu pour les participants qui n'ont pas encore terminé les modules.

Les participants ont salué l'expertise et le dévouement des animateurs, soulignant la valeur de la certification officielle qui reconnaît leur participation et leurs nouvelles compétences. L'atelier s'est conclu par les observations finales d'un représentant du bureau national de la Banque [Chargé Principal des Programmes, Firmin Bri] et du Secrétaire général adjoint du ministère des Finances [M. Sama Mamane], qui ont salué la profondeur et la qualité de l'atelier. Forts d'une énergie renouvelée et de compétences renforcées, les participants ont quitté l'atelier avec le sentiment d'être mieux armés pour gérer efficacement les projets financés par la Banque, et faire progresser les résultats en matière de développement au Niger.

REHAUSSER LA PERFORMANCE DES PROJETS AU BÉNIN: LA BANQUE ORGANISE UN ATELIER DE RICF À COTONOU (BÉNIN)

Cotonou, le 10.02.2025 au Golden Tulip : Lancement de la CLINIQUE FIDUCIAIRE

ECAD1 a organisé un atelier sur le RICF de quatre jours à Cotonou, au Bénin. Cet atelier visait à renforcer les capacités des parties prenantes nationales impliquées dans l'exécution des projets financés et cofinancés par la Banque. Organisé du 10 au 13 février 2025, l'atelier a réuni plus de 75 participants et a été coorganisé par le bureau national de la Banque au Bénin et quatre départements internes clés : SNFI, Impact et résultats du développement (SNDR), le Bureau de l'éthique et le Département de l'intégrité et de la lutte contre la corruption.

À travers des sessions interactives et des études de cas pratiques, l'atelier visait à améliorer la performance au titre de l'exécution des projets, en renforçant les connaissances en matière de gestion financière, de passation de marchés, d'éthique et de lutte contre la corruption. Les trois premiers jours ont été consacrés à des sessions techniques parallèles afin de promouvoir l'apprentissage entre pairs, tandis que la dernière journée a été axée sur l'éthique et l'intégrité dans l'exécution des projets. Une session spéciale sur « la qualité, le suivi et les résultats » a permis aux participants de se familiariser avec le cadre de gestion des résultats de la Banque au titre de sa stratégie décennale 2024-2033.

Lors de la cérémonie d'ouverture, le responsable pays de la Banque pour le Bénin, M. Robert Masumbuko, a souligné l'intérêt de s'aligner sur l'évolution des procédures de gestion de projets et de gouvernance financière. Représentant le ministère des Finances et de l'Économie, M. Germain Zinsou a salué l'engagement de la Banque en faveur du renforcement des capacités et a encouragé les parties prenantes à mettre en œuvre les enseignements tirés afin d'améliorer les résultats des projets.

En janvier 2025, le portefeuille actif de la Banque au Bénin comprenait 16 opérations (14 nationales et deux régionales), pour un montant total engagé supérieur à 1,18 milliard d'USD. L'atelier a été très apprécié par les participants pour son contenu, sa présentation et sa pertinence, qui ont mis en évidence son utilité pour l'amélioration de l'exécution des projets au Bénin.

RENFORCER LES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES POUR LA TRANSFORMATION DE L'AFRIQUE : SOUTENIR LE RÔLE DE L'ACBF DANS L'INTÉGRATION RÉGIONALE ET LA CROISSANCE VERTE

Lancé en juin 2023, le projet « Renforcement des capacités pour la transformation structurelle de l'Afrique » constitue une étape importante dans l'autonomisation des institutions africaines afin de favoriser une croissance inclusive, l'intégration régionale et le développement durable.

En apportant un soutien ciblé à l'ACBF, le projet vise à renforcer les capacités institutionnelles et humaines des PMR, en particulier en matière de gouvernance économique et financière et de promotion du commerce intra-africain dans le cadre de la ZLECA. Après le décaissement réussi de 2,5 millions d'UC au début de 2024, l'ACBF a commencé à mettre en œuvre un large éventail d'activités de renforcement des capacités. Celles-ci comprennent la fourniture d'une assistance technique et d'une formation aux PMR, ainsi que le soutien aux groupes de réflexion nationaux et régionaux et aux OSC. L'accent est mis sur la facilitation de l'intégration et de la ratification de la ZLECA, ainsi que sur le soutien aux politiques alignées sur le climat qui favorisent une croissance verte et des économies résilientes.

Du 24 au 28 février 2025, une mission de supervision de la mise en œuvre a été menée afin d'évaluer l'avancement du projet et de relever les défis opérationnels. Les discussions avec l'ACBF et les principales parties prenantes ont porté sur les mécanismes de passation des marchés, de gestion financière et de décaissement, dans le but de garantir la réalisation des objectifs du projet dans les délais et avec un impact notable.

Le projet donne déjà des résultats appréciables dans plusieurs domaines clés. Il renforce la capacité à concevoir et à mettre en œuvre des politiques macroéconomiques visant à soutenir la stabilité économique, tout en améliorant les compétences en matière de recherche et d'analyse qui sont essentielles à l'élaboration de politiques économiques efficaces. En outre, il améliore les cadres destinés à soutenir la mise en œuvre de la ZLECA et l'intégration régionale, et renforce les institutions chargées de la gouvernance financière, des finances publiques et de la gestion de la dette.

ACTIVITÉS DE L'ACADÉMIE DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

ZOOM SUR L'AVENIR DE LA DETTE DE L'AFRIQUE : UNE CONFÉRENCE HISTORIQUE DE L'UA DÉFINIT UNE NOUVELLE VOIE

L'Union africaine (UA), en partenariat avec la Banque, la GIZ et le gouvernement de la République du Togo, a accueilli la première Conférence de l'Union africaine sur la dette, portant sur le thème « Le programme de gestion de la dette publique en Afrique : rétablir et préserver la viabilité de la dette ».

Cet événement historique, qui s'est tenu à Lomé du 12 au 14 mai 2025, a réuni plus de 500 délégués de haut niveau, provenant de 41 pays africains, dont des chefs d'État et de gouvernement de l'UA, des ministres des Finances, des gouverneurs de banques centrales, des responsables de la gestion des finances publiques, des blocs économiques régionaux, des groupes de la société civile et des partenaires internationaux au développement.

Il s'agissait notamment de la première conférence de l'UA sur la dette depuis 1982, offrant une occasion opportune d'examiner la situation actuelle de la dette en Afrique, de discuter de stratégies innovantes de gestion de la dette et d'élaborer une vision commune pour la résilience financière du continent. La Banque a parrainé 19 délégués de 13 États africains en transition, confrontés à différents niveaux de surendettement : la République centrafricaine, les Comores, Djibouti, la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, Madagascar, le Niger, la Somalie, le Soudan du Sud, le Soudan et le Zimbabwe. Ces délégués ont pu bénéficier d'un échange de connaissances, d'un apprentissage entre pairs et d'opportunités de réseautage stratégique afin de renforcer les capacités de gestion de la dette de leurs pays.

La conférence s'est conclue par une déclaration forte soulignant la nécessité urgente de relever les défis de la dette en Afrique grâce à des stratégies inclusives, locales et durables. Dans cette déclaration, a été réaffirmé le soutien aux initiatives en cours de la Banque, notamment l'Académie africaine de gestion des finances publiques (PFMA), le Réseau des gestionnaires de la dette africaine et le Forum africain sur la gestion de la dette.

Les délégués ont également appelé à la mise en œuvre d'initiatives clés de l'architecture financière africaine, notamment le Mécanisme africain de stabilité financière (MASF), l'Institut monétaire africain et l'Agence africaine de notation de crédit, qui sont toutes essentielles à la construction d'une stabilité économique à long terme.

La conférence a surtout souligné la nécessité de réformer le système mondial de la dette et a plaidé en faveur de l'établissement d'une convention-cadre des Nations unies sur la dette souveraine afin de garantir des processus de restructuration de la dette plus équitables et plus prévisibles. Cette réunion historique marque un tournant décisif dans le cheminement collectif de l'Afrique vers la viabilité de la dette et la souveraineté financière, mené par les Africains pour les Africains.

La PFMA a organisé le deuxième module de sa série de formations structurées de 18 mois destinées aux cadres de la GFP pour la deuxième promotion, du 2 au 5 décembre 2024. Le thème de la formation était « Politique budgétaire, modélisation macro-budgétaire et prévisions pour une gestion efficace des finances publiques en Afrique ».

Environ 400 fonctionnaires provenant de 44 pays membres régionaux y ont participé. 36 membres du personnel de la Banque africaine de développement ont pris part à la formation.

Les participants des pays membres régionaux, désignés par les autorités de leur pays, provenaient de divers ministères, départements et agences chargés de la gestion des finances publiques, notamment le ministère des Finances et de l'Économie, le ministère de la Planification et du Budget, la Commission de planification ou le Bureau du budget ; le Trésor public ou le Bureau du comptable général ; le Bureau de gestion de la dette; l'administration fiscale (y compris le Bureau des impôts et les services douaniers) ; la Banque centrale ; l'Institution supérieure de contrôle ; le Bureau des marchés publics ; le Bureau des partenariats public-privé ; les agences de lutte contre la corruption ; et les commissions parlementaires des finances et des comptes publics. La formation a été dispensée en partenariat et en collaboration avec des partenaires institutionnels, notamment l'Institut ouest-africain de gestion financière et économique (WAIFEM), le Fonds monétaire international (FMI), le personnel du département des prévisions et de la recherche macroéconomiques de la Banque africaine de développement, et les membres du corps enseignant de l'unité Policy Lab de l'Académie africaine de gestion des finances publiques (PFMA) et de l' Académie africaine de gestion des politiques macroéconomiques de l'institut Africain de Developpement.

"Bâtir aujourd'hui un avenir meilleur pour l'Afrique grâce au développement de capacités efficaces et à fort impact"

FAIRE PROGRESSER LE LEADERSHIP BUDGÉTAIRE EN AFRIQUE : LA FORMATION DES CADRES SUPÉRIEURS À LA BUDGÉTISATION PUBLIQUE PRUDENTE SUSCITE UN ENGAGEMENT RECORD

Du 17 au 20 mars 2025, ECAD a réuni sa deuxième promotion de hauts fonctionnaires pour une formation de haut niveau sur le thème « Budgétisation publique prudente en Afrique » dans le cadre de son AGFP. Ce cours intensif en ligne constituait le troisième module du programme phare de formation des cadres supérieurs de l'AGFP, d'une durée de 18 mois, qui vise à doter les responsables des finances publiques de l'ensemble du continent de connaissances et de pratiques de pointe.

Cette formation s'est déroulée à un moment charnière, alors que les gouvernements africains continuent d'être exposés à des pressions budgétaires croissantes, à des options de financement limitées et à des attentes accrues en matière de résultats de développement. Dans ce contexte, une budgétisation prudente et axée sur les résultats est une priorité technique et un impératif de développement.

Composé de neuf sessions approfondies, le cours a offert un aperçu complet du cycle budgétaire et de son interaction avec les systèmes de finances publiques au sens large. Les thèmes abordés allaient de l'économie politique de la budgétisation et de la budgétisation des investissements à la gestion des investissements publics, en passant par l'audit externe et la surveillance. Ces thèmes ont permis aux participants d'acquérir une base holistique et pratique en matière de gouvernance budgétaire. Une attention particulière a été accordée aux questions émergentes et aux défis transversaux, notamment l'intégration des principes de transparence, de responsabilité et de durabilité dans la budgétisation publique.

Le programme a attiré le nombre sans précédent de 400 participants, dont des représentants de 47 PMR, d'organisations régionales, et des membres du personnel de la Banque. Cela témoigne de la forte demande pour le renforcement des capacités stratégiques dans ce domaine. L'approche collaborative de l'Académie, fondée sur des partenariats avec des institutions internationales comme le FMI, le Secrétariat de la Banque mondiale pour les dépenses publiques et les responsabilités financières, et l'International Budget Partnership, a enrichi la formation grâce à une expertise de classe mondiale et à des perspectives globales.

Au-delà de l'enseignement technique, les sessions ont servi de plateforme d'apprentissage entre pairs et de dialogue sur les politiques. Parmi les principales recommandations issues des discussions figurent l'élargissement de la formation du personnel des institutions financières publiques essentielles, l'investissement dans la modernisation institutionnelle, l'adoption de cadres budgétaires axés sur les résultats et la promotion de mécanismes de responsabilité plus solides qui définissent clairement les rôles et les responsabilités au sein des systèmes de GFP. Les participants ont également souligné l'intérêt de créer des plateformes pour partager les connaissances sur les innovations et les meilleures pratiques en matière de budgétisation entre les pays africains.

Ce module AGFP a permis de réaffirmer l'engagement de la Banque de transformer la gestion des finances publiques sur le continent, démontrant ainsi que les connaissances peuvent être un outil puissant pour la réforme. Alors que l'Afrique navigue entre les complexités de la responsabilité budgétaire et ses ambitions de développement, il sera essentiel de développer les compétences de ceux qui gèrent les ressources publiques pour parvenir à un changement durable.

FORMATION DES CADRES SUPÉRIEURS À LA GESTION, LA TRANSPARENCE ET LA VIABILITÉ DE LA DETTE PUBLIQUE EN AFRIQUE

Du 10 au 13 juin 2025, ECAD a organisé une formation de haut niveau, destinée aux cadres supérieurs, à la gestion, la transparence et la viabilité de la dette publique en Afrique au titre de son PFMA. Le programme de formation a attiré environ 350 participants de l'ensemble continent, notamment des représentants des ministères des Finances, des banques centrales, des bureaux de gestion de la dette, des autorités budgétaires, des institutions d'audit et des organismes de lutte contre la corruption.

Ce programme de quatre jours visait à renforcer les compétences des hauts fonctionnaires en matière de conception et de mise en œuvre de stratégies solides de gestion de la dette au profit du développement durable. La formation avait pour objectif principal de doter les participants d'une bonne maîtrise de la dynamique de la dette et des outils nécessaires à une analyse, un suivi et une communication financière efficaces. Elle a également porté sur le développement et l'utilisation des marchés

intérieurs de la dette, les stratégies de gestion des risques budgétaires et quasi budgétaires, et les approches visant à garantir la transparence des emprunts publics.

Les participants ont débattu de sujets tels que les cadres institutionnels et juridiques de la gestion de la dette publique, l'analyse de la viabilité de la dette, les stratégies de dette à moyen terme, l'évaluation des risques et l'audit, les passifs éventuels – en particulier ceux liés aux entreprises publiques – ainsi que les processus de négociation des prêts et de restructuration de la dette. L'accent a été mis sur l'amélioration de la qualité et de la fiabilité des données et des statistiques sur la dette, et des sessions pratiques ont été organisées sur l'élaboration et la gestion de bases de données sur la dette publique.

L'une des principales caractéristiques de cette formation était l'opportunité d'apprendre les uns des autres. Des responsables de différents pays ont partagé leurs expériences et leurs bonnes pratiques en matière de gestion des portefeuilles de dette publique, de renforcement des cadres institutionnels et d'amélioration de la gouvernance et de la transparence des systèmes de finances publiques.

Cette formation devrait permettre de renforcer les capacités à élaborer et à mettre en œuvre des politiques efficaces en matière de dette, de renforcer la capacité à évaluer la vulnérabilité et la viabilité de la dette, et de renforcer les systèmes d'enregistrement, de suivi et de notification de la dette publique. Elle visait également à améliorer les connaissances des participants en matière de financement innovant de la dette au profit du développement et à approfondir leur maîtrise des procédures de gestion des risques et d'audit.

RENFORCEMENT DE LA GESTION BUDGÉTAIRE ET DES DÉPENSES PUBLIQUES EN GAMBIE GRÂCE À L'ASSISTANCE TECHNIQUE

Dans le cadre de son engagement de renforcer les systèmes financiers publics à travers l'Afrique, la Banque, par l'intermédiaire de l'AGFP, a dispensé, au profit des pouvoirs publics gambiens, une formation technique de cinq jours sur la budgétisation et la gestion des dépenses publiques. Organisée à Banjul du 3 au 7 mars 2025, cette formation résulte d'une demande officielle des autorités gambiennes. Il s'agit de la deuxième mission d'appui technique menée par l'AGFP dans le cadre du projet de la Banque intitulé « Renforcement des capacités des États en transition pour une gestion efficace et l'atténuation des risques liés au surendettement », qui relève du pilier III de la FAT.

Alors que la première mission, qui a eu lieu en novembre 2024, était axée sur la viabilité de la dette, ce deuxième atelier visait à renforcer les compétences pratiques en matière de gestion des budgets et des dépenses publiques, en conformité avec les actions nationales en matière de réforme, et avec l'objectif de la Banque de promouvoir une gouvernance financière saine.

Pendant cinq jours, 48 fonctionnaires ont participé à 12 modules approfondis couvrant l'ensemble du cycle budgétaire, de la formulation à l'exécution, en passant par l'établissement de rapports et le contrôle externe. Parmi les thèmes abordés figuraient les cadres juridiques et institutionnels de la budgétisation, l'économie politique des budgets publics et les meilleures pratiques en matière de transparence, de responsabilité et d'engagement public.

Il convient de noter que l'évaluation post-événement a montré que les scores des participants en matière de connaissances sont passés de 5,45 à 8,38 sur 10, ce qui traduit des progrès sensibles. Au-delà de l'apport de connaissances théoriques, l'atelier a encouragé un examen critique des systèmes actuels de la Gambie, contribuant ainsi à identifier des domaines concrets à réformer. Les principales recommandations issues de la formation sont les suivantes :

- adopter une budgétisation axée sur les programmes afin de mieux aligner les ressources sur les objectifs de développement ;
- mettre à jour de la loi de 2014 sur la gestion des finances publiques afin d'introduire des règles budgétaires visant à renforcer la discipline budgétaire ;
- améliorer la gestion de la trésorerie afin de réduire les arriérés ; et
- renforcer la participation de la société civile et accroître la ponctualité des rapports, des audits et du contrôle.

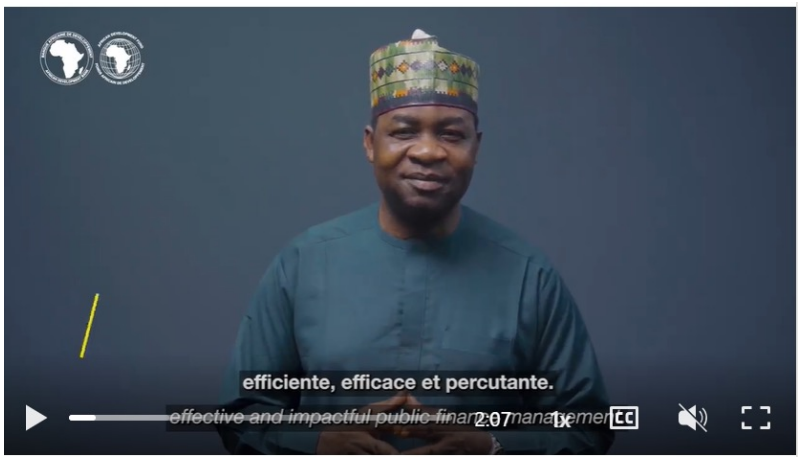
Ce projet renforce encore davantage le partenariat entre la Banque et la Gambie, en soutenant la conception de systèmes durables des finances publiques, et un développement inclusif.

TRANSFORMATION DES FINANCES PUBLIQUES : UN DIALOGUE DE HAUT NIVEAU DÉFINIT UNE NOUVELLE VOIE POUR LA RESPONSABILITÉ ET LA TRANSPARENCE EN AFRIQUE

En collaboration avec le Gouvernement de la République du Bénin, la CEA et le PNUD, la Banque a organisé un « Dialogue régional de haut niveau sur les systèmes de finances publiques en Afrique » à Cotonou, au Bénin, les 25 et 26 mars 2025.

Axé sur le thème « Moderniser la responsabilité et la transparence dans les systèmes de finances publiques en Afrique », cet événement a réuni des hauts fonctionnaires de 24 pays africains, ainsi que des représentants d'organismes régionaux, d'agences des Nations Unies, d'institutions financières, de la société civile et des médias. Ce forum stratégique avait pour objectif de définir une vision nouvelle, transparente, inclusive et axée sur le numérique, de la gestion des finances publiques. Au cours de l'événement, huit tables rondes thématiques ont permis d'examiner des questions clés telles que les défis en matière de gouvernance, la transparence budgétaire numérique, la participation citoyenne, les systèmes de contrôle adaptés aux crises, les politiques fiscales innovantes, les flux financiers illicites et le renforcement des capacités institutionnelles. Les discussions menées par des experts ont permis de dégager des options stratégiques, de partager des outils pratiques et de souligner l'urgente nécessité d'investir dans les personnes, les systèmes et l'innovation.

« La gestion des finances publiques doit être centrée sur les personnes, axée sur la technologie et axée sur la résilience. Ce dialogue a établi une nouvelle référence pour la manière dont nous pensons, parlons et agissons en matière de gouvernance budgétaire en Afrique. Nous devons passer de réformes fragmentées à une transformation systémique, avec le renforcement des capacités au cœur de nos préoccupations », a déclaré Dr Eric K. Ogunleye, Directeur de l'Institut africain de développement.



Le soutien conçu par la Banque en faveur des 22 États en transition a constitué l'un des points forts du dialogue. Cet événement a été largement salué comme une étape importante, qui a débouché sur des recommandations concrètes visant à moderniser les systèmes de finances publiques en Afrique. Ses résultats sont étroitement alignés sur la mission de l'AGFP et témoignent du rôle croissant de la Banque en tant que facilitateur d'un dialogue transformateur et du renforcement des capacités sur le continent. Cet événement a également offert à ECAD une occasion spéciale de dialoguer directement avec des responsables publics, de partager ses connaissances avec des partenaires institutionnels et de renforcer les cadres de collaboration pour les futures initiatives en matière de GFP et de gestion de la dette.

Alors que les pays africains sont confrontés à des pressions budgétaires et à des besoins de développement en constante mutation, de tels événements témoignent d'un consensus croissant sur le fait que la transformation des finances publiques doit être axée sur les personnes, les stratégies et les objectifs, et non uniquement sur les systèmes. La Banque s'engage donc à aider ses PMR à mettre en place des institutions financières publiques résilientes, transparentes et responsables, qui soient essentielles pour une croissance inclusive et durable.

"ACCENTUER LES RÈGLES : RENFORCER LA TRANSPARENCE DE LA DETTE ET LA GOUVERNANCE DES RISQUES AUX COMORES"

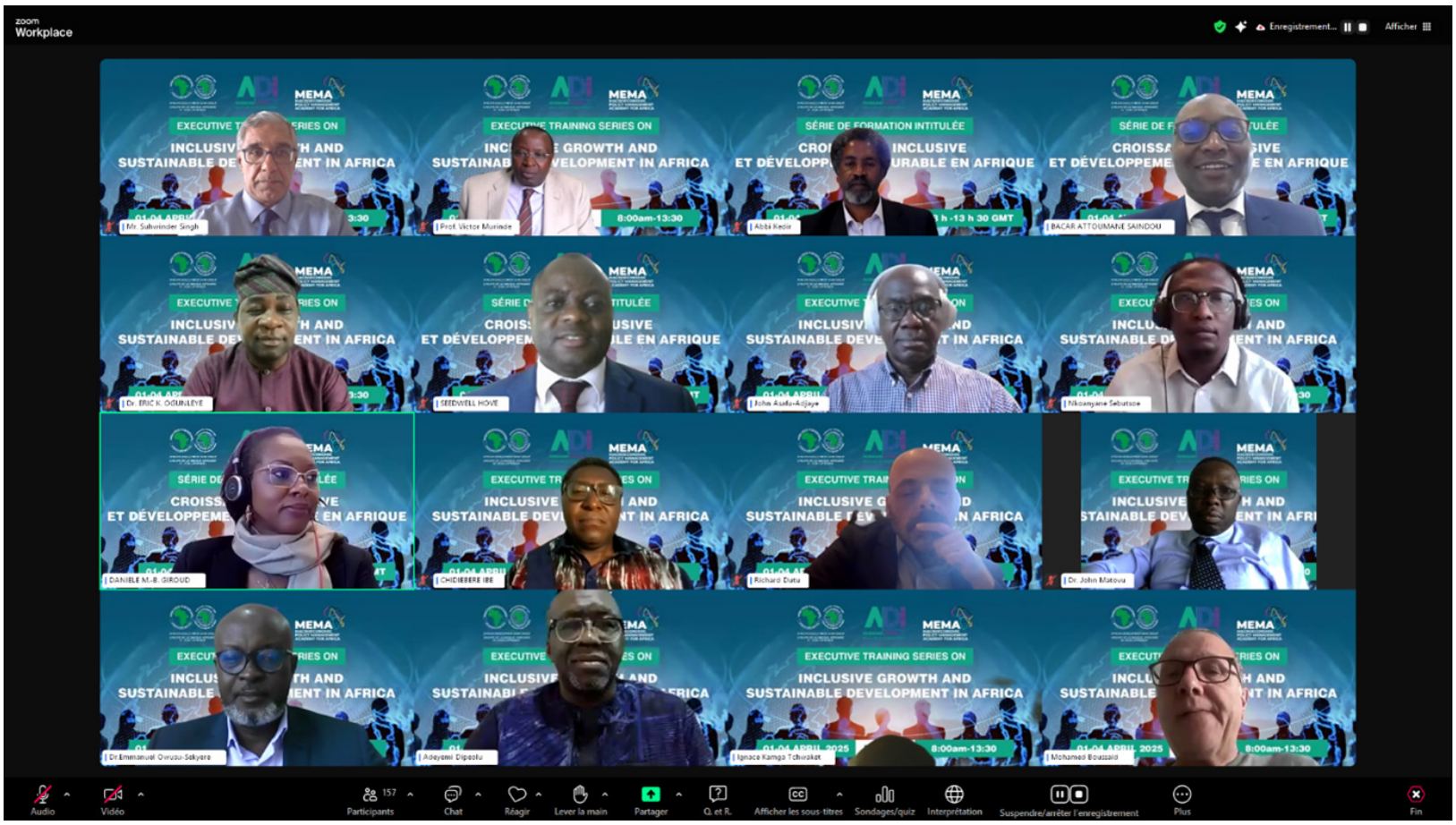
Du 28 avril au 2 mai 2025, ECAD, par l'intermédiaire de son AGFP, a organisé une formation intensive à Moroni, aux Comores. Cette formation visait à renforcer le contrôle du gouvernement sur la dette publique. Quarante-sept fonctionnaires issus d'institutions clés de l'État, notamment le ministère des Finances, la Cour suprême, l'Assemblée nationale et la Cour des comptes, ont participé au programme, ce qui témoigne d'une demande précise en faveur d'un renforcement de la surveillance et d'une gestion plus intelligente des risques.

Le séminaire a approfondi les principes fondamentaux de l'audit de la dette, affiné les compétences en matière de vérification des données et souligné l'importance d'une coordination interinstitutionnelle plus étroite. Le programme de formation couvrait quatre domaines essentiels : les cadres juridiques et institutionnels, le système d'information sur la gestion de la dette, les pratiques opérationnelles et les projets financés par des prêts extérieurs. La première journée a été consacrée à la validation du manuel national d'audit de la dette, les participants ayant fait des observations précieuses qui serviront à élaborer la version finale.

Les sessions visaient à établir une nouvelle norme en matière de gouvernance de la dette en allant au-delà du simple transfert de connaissances. Les participants sont repartis avec une meilleure maîtrise des méthodologies d'audit, une vision plus claire des risques liés à la dette et un engagement renforcé en faveur de la transparence. Au nombre des résultats escomptés figurant des registres plus précis, des emprunts plus intelligents et un système de finances publiques moins vulnérable aux zones d'ombre. Cela représente un pas important vers le renforcement du contrôle institutionnel et la promotion d'une gestion de la dette plus responsable aux Comores.

ACTIVITÉS DE L'ACADÉMIE DE GESTION DE LA POLITIQUE MACROÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

DONNER LES MOYENS D'ACTION AUX DIRIGEANTS POLITIQUES **AFRICAINS :** RENFORCER LES CAPACITÉS POUR UNE CROISSANCE INCLUSIVE ET UN DÉVELOPPEMENT DURABLE



Du 1er au 4 avril 2025, l'Académie de gestion des politiques macroéconomiques pour l'Afrique (AGPM) d'ECAD a organisé le troisième module de son programme phare de 18 mois, destiné aux cadres supérieurs et axé sur la croissance inclusive et le développement durable. Près de 180 hauts fonctionnaires de 43 PMR ont participé à cette formation, témoignant ainsi de la volonté bien affermie du continent africain de promouvoir une transformation économique inclusive et résiliente. Cette formation intensive s'inscrit dans le cadre d'actions plus larges déployées par la Banque pour renforcer les capacités institutionnelles. Les participants ont analysé la manière d'intégrer l'équité, la durabilité et la transformation structurelle dans l'élaboration des politiques économiques. Ils ont également exploré les liens entre la politique macroéconomique, l'inclusion sociale et le développement durable, dans le cadre de sessions animées par des experts et d'activités pratiques.

Dirigé par des enseignants de la Banque, du FMI, du Consortium africain de recherche économique (AERC) et du Centre africain pour la transformation économique (ACET), le module a couvert des thèmes tels que la mesure de la pauvreté et des inégalités, les investissements publics inclusifs, le capital humain, l'industrialisation, les changements démographiques et l'innovation technologique. Le programme a encouragé la réflexion stratégique sur les compromis et les synergies entre les politiques, à travers des conférences, des travaux de groupe et l'apprentissage entre pairs.

Les participants sont désormais mieux armés pour concevoir des politiques macroéconomiques inclusives, intégrer la durabilité dans les stratégies nationales, s'aligner sur les ODD et l'Agenda 2063, et engager un dialogue sur les politiques entre pays.

DEUXIÈME FORMATION DES CADRES SUR LA CROISSANCE INCLUSIVE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE EN AFRIQUE

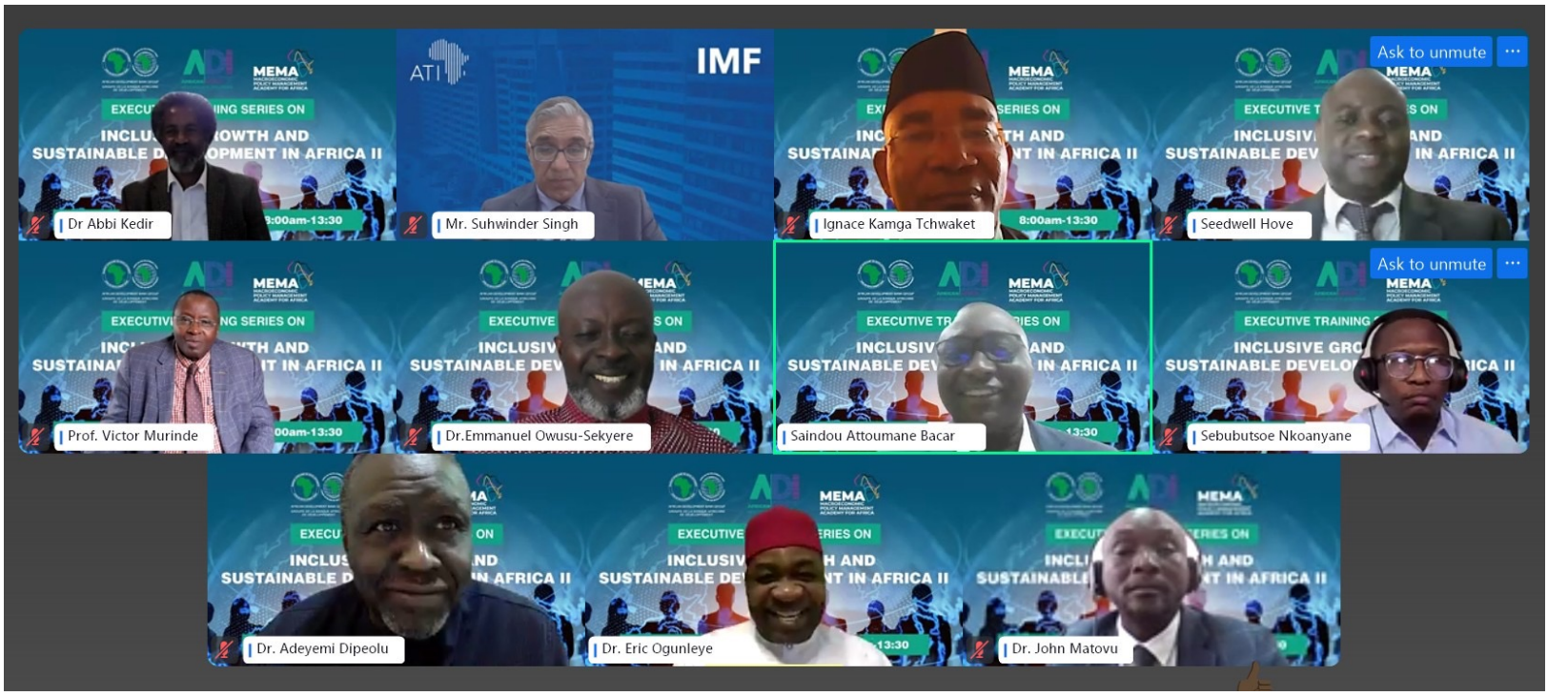
Du 16 au 19 juin 2025, ECAD, par l'intermédiaire de l'Académie de gestion des politiques pour l'Afrique, a organisé le deuxième programme de formation des cadres sur la croissance inclusive et le développement durable en Afrique. Ce programme a réuni plus de 180 hauts fonctionnaires de 44 pays africains, consolidant ainsi l'engagement de la Banque de renforcer les capacités nationales en matière de développement économique transformateur.

La formation visait à accroître les capacités des participants en matière de planification, de conception et de mise en œuvre des politiques macroéconomiques. Le programme visait également à doter les participants d'outils pratiques pour la planification intégrée du développement national, à promouvoir des approches innovantes du financement du développement et à favoriser l'apprentissage entre pairs en matière de réformes efficaces des politiques, de manière à promouvoir des résultats inclusifs et durables.

Organisé en collaboration avec le FMI, l'AERC, l'ACET et les experts du Département Politique macroéconomique, prévision et recherche de la Banque, le cours a proposé une approche interdisciplinaire globale. Les sessions ont couvert des thèmes essentiels tels que le rôle des institutions et de la gouvernance dans le développement, l'impact des chocs externes sur la croissance inclusive, les stratégies de gestion de la fragilité, la transition vers des économies vertes, l'intégration de la politique climatique et la mise en œuvre et le suivi efficaces des plans nationaux de développement.

Les participants ont également exploré l'intersection entre la politique budgétaire et les objectifs de durabilité, en discutant de stratégies innovantes pour mobiliser le financement du développement dans le contexte africain. Au-delà de la transmission de connaissances techniques, le programme de formation a favorisé la création d'une communauté de pratiques développée, permettant aux participants de partager les expériences de leur pays et d'apprendre les uns des autres.

Le programme a permis aux participants de mieux maîtriser les interactions complexes entre les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement. Il a également renforcé leur capacité à élaborer des politiques inclusives, prospectives et fondées sur des données probantes, et a donné une nouvelle impulsion aux efforts de collaboration en faveur d'une croissance durable sur l'ensemble du continent.



CAPACITÉ DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU ZIMBABWE : LA BANQUE SOUTIENT LA CONCEPTION D'UN MODÈLE DE TAUX DE CHANGE ET MONIREÉTA

Dans le cadre du programme ECAD, la Banque fournit à la Banque centrale du Zimbabwe une assistance technique ciblée afin de l'aider à élaborer un modèle de politique monétaire et de taux de change adapté à la situation du pays. Au titre de cette initiative, une équipe technique de la Banque a effectué une mission de travail à Kadoma, au Zimbabwe, du 2 au 6 juin 2025, en étroite collaboration avec des experts de la Banque centrale du Zimbabwe et du ministère des Finances, du Développement économique et de la Promotion des investissements.

La mission comprenait un atelier technique destiné à faire progresser l'élaboration et l'estimation d'un modèle macroéconomique reflétant les caractéristiques économiques propres au Zimbabwe, notamment son système de double taux de change, la dollarisation partielle et la dynamique budgétaire et monétaire complexe. Les sessions ont porté sur la conception du modèle de référence, les estimations et les simulations, ainsi que sur l'exploration de prolongements adaptés aux réalités du cadre économique du pays.

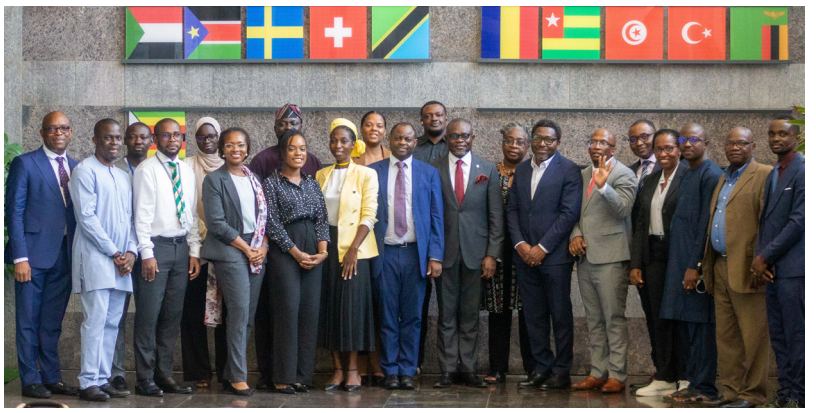
Onze responsables techniques des institutions participantes ont pris part à l'atelier, favorisant ainsi une collaboration approfondie et des échanges entre pairs.

Ce projet d'assistance technique s'inscrit dans le cadre d'une initiative plus large de la Banque, visant à doter les pays membres de la région des outils et de l'expertise nécessaires pour évoluer dans des paysages macroéconomiques complexes et mettre en œuvre des réformes stratégiques fondées sur des données probantes. À cet égard, le soutien de la Banque au Zimbabwe devrait renforcer sa capacité à élaborer et à appliquer des modèles macroéconomiques pour l'analyse des politiques monétaires et de change. Le projet vise également à renforcer les compétences en matière de simulation de politiques, d'estimation de cadres macroéconomiques à grande échelle et d'évaluation des compromis afin d'éclairer la prise de décisions stratégiques équilibrées et efficaces. En outre, cette initiative contribue à la mise en place d'un réseau de professionnels techniques, issus de différentes institutions, afin de promouvoir une collaboration et un partage continus des connaissances.

MOMENTS ECAD

Immortaliser les occasions spéciales, les visites et les événements marquants de l'Institut

LA BANQUE ACCUEILLE LA BANQUE D'INDUSTRIE DU NIGERIA POUR UN ÉCHANGE DE CONNAISSANCES STRATÉGIQUES



Au cours de la semaine du 7 au 11 avril 2025, la BAD a accueilli une délégation de haut niveau de la Banque de l'industrie du Nigeria (BOI). Dirigée par des membres du département Recherche et stratégie de la BOI, cette visite s'inscrivait dans le cadre d'une mission d'étude visant à favoriser l'échange de connaissances et à explorer les possibilités de collaboration stratégique entre les deux institutions.

Fondée en 1964, la BOI a joué un rôle central dans le développement industriel du Nigeria, en privilégiant l'appui aux petites et moyennes entreprises (PME), la promotion de l'innovation numérique, l'autonomisation des jeunes et des femmes, et le développement des infrastructures et de la durabilité. Ces priorités s'alignent étroitement sur le programme de la SD (2024-2033) de la Banque et sur son programme de développement plus large du continent.

Au cours de leur séjour, les membres de l'équipe du BOI ont visité plusieurs départements de la Banque, notamment dans les domaines de la recherche économique, de l'élaboration de politiques, des statistiques et du renforcement des capacités. L'un des moments forts de la visite a été une session approfondie avec ECAD, au cours de laquelle la Banque a présenté sa stratégie de renforcement des capacités et une série de programmes phares. Il s'agit notamment d'initiatives visant à évaluer et à améliorer les performances du secteur public, à renforcer les capacités institutionnelles et à soutenir la politique macroéconomique et la gestion des finances publiques à travers le continent. ECAD a également fourni des informations sur les cadres stratégiques de la Banque, les dialogues sur les politiques de haut niveau et les plateformes de connaissances, notamment l'AEC et la série de conférences données par des éminents conférenciers Kofi Annan.

Les discussions ont mis l'accent sur l'importance de l'apprentissage les uns des autres, et ont identifié des possibilités concrètes de conception et de mise en œuvre de programmes conjoints. Les deux équipes ont fait part de leur ferme volonté de créer des synergies et de tirer parti de leurs atouts respectifs pour améliorer les résultats du développement au Nigeria et dans toute l'Afrique. La délégation de la BOI a manifesté un vif intérêt pour la participation à l'AEC 2025 et a confirmé sa volonté de renforcer sa collaboration avec la Banque à l'avenir.

CÉLÉBRATION DE L'EXCELLENCE ET DU DÉVOUEMENT : ECAD BRILLE LORS DES DISTINCTIONS DÉCERNÉES PAR LE COMPLEXE ECVP

En signe de reconnaissance pour leur service exceptionnel et leur dévouement, quatre membres de la famille ECAD ont été honorés lors d'une réunion publique du Complexe ECVP qui s'est tenue le lundi 24 février 2025. Ces récompenses, qui saluent à la fois l'ancienneté et les performances exceptionnelles, ont été un moment de fierté pour le département. Les lauréats sont :

- **Mme Victoria Hughes** –Prix de l'ancienneté (41 ans au service de la Banque)
- **M. Adewale Shoboyejo** – Prix pour de longs états de service (26 ans au service de la Banque)
- **Mme Ann Sow Dao** – Prix du meilleur chef de division
- **M. Adeleke Salami** – Prix du meilleur esprit d'équipe

La reconnaissance accordée à Mme Victoria Hughes et à M. Adewale Shoboyejo a été très appréciée, car elle reflète la reconnaissance sincère du complexe pour leur engagement de longue date et leur connaissance de l'institution. Tout au long de leur carrière, Mme Hughes et M. Shoboyejo ont fait montre d'une résilience et d'un dévouement sans faille, contribuant ainsi à jeter les bases du succès d'ECAD. Mme Sow Dao et M. Adeleke Salami ont, quant à eux, été récompensés pour leur engagement d'incarner les valeurs fondamentales d'ECVP : excellence, efficacité, innovation et esprit d'équipe dans la prestation de services. Le prix d'excellence qui leur est décerné reflète leur excellence individuelle, et leur esprit de collaboration qui anime ECAD et le complexe ECVP.

Afin d'honorer davantage les lauréats, Dr Eric K. Ogunleye, Directeur d'ECAD, a organisé un déjeuner de célébration le 4 mars 2025 au restaurant Saakan au Plateau, Abidjan. Cet événement a été l'occasion d'exprimer notre gratitude, de renforcer les liens entre les membres de l'équipe et de réfléchir. La salle était remplie de conversations amicales, de rires partagés et de discussions réfléchies sur les réalités du lieu de travail, qui ont culminé avec le partage symbolique d'un gâteau de célébration et une photo de famille qui a capturé l'esprit de l'événement. Ce geste de reconnaissance et de célébration renforcera le moral au sein du département et servira de source de motivation pour l'ensemble du personnel. Il souligne l'intérêt de valoriser les personnes pour leurs contributions et leur impact durable sur la Banque.

Alors qu'ECAD continue de jouer un rôle de premier plan dans le renforcement des capacités, des moments comme celui-ci nous rappellent que chaque étape importante est franchie grâce à des personnes dont le dévouement et l'excellence méritent d'être reconnus.

DIRIGER AVEC COMPASSION: RÉFLEXIONS SUR UN PARCOURS DE CROISSANCE ET DE RECONNAISSANCE

Dr. ANN DAO SOW

Dr. ANN DAO SOW, CHEFFE DE DIVISION, GESTION DES PROGRAMMES (ECAD 1), GROUPE DE LA BAD

Être nommée et honorée en tant que meilleure cheffe de division d'ECVP est une expérience qui me rend très humble et qui m'incite à faire une pause pour réfléchir à mon parcours.

Au cours des cinq dernières années, en particulier pendant la période qui a précédé la pandémie, j'ai vécu certains des moments les plus difficiles de ma vie personnelle et professionnelle. Ces moments ont mis ma force à rude épreuve, mais ils ont également renforcé ma résilience et approfondi ma maîtrise du leadership. J'ai eu la chance d'être exposée à des modèles de leadership puissants, qui donnaient la priorité aux personnes, des modèles qui ont finalement façonné ma propre approche et mon propre style. Tout au long de cette période, j'ai appris cette vérité profonde : un leadership efficace repose sur l'attention portée aux autres. Lorsque nous manifestons une réelle préoccupation pour chaque membre de l'équipe, en reconnaissant ses atouts, ses défis et ses aspirations, nous libérons une passion commune pour l'excellence. La passion pour notre travail facilite l'inspiration et le leadership, mais c'est la compassion qui soutient les liens au sein d'une équipe.

Je suis fière de mon parcours au sein de la Banque, en particulier au sein d'ECVP et d'ECAD, où j'ai eu la possibilité de m'épanouir et de diriger avec détermination. Cette reconnaissance n'est pas seulement la mienne, mais témoigne également de la confiance et de la collaboration de mon équipe et du soutien indéfectible de la direction. Le mentorat dont j'ai bénéficié au fil des ans a été exemplaire, et j'en suis profondément reconnaissante. Si je devais donner un conseil à mes collègues chefs de division de la Banque, ce serait « laissez la compassion guider votre leadership. Le lieu de travail est plus qu'un environnement professionnel, c'est une famille ».

J'accepte ce prix avec fierté et un engagement renouvelé. Il est synonyme de confiance, et cette confiance me motive pour aller encore plus loin, tant pour moi-même que pour l'incroyable équipe avec laquelle je travaille chaque jour. Ensemble, en tant qu'ECAD1, nous continuerons de grandir, malgré les défis qui nous attendent. Nous deviendrons plus forts et nous accomplirons la mission qui nous a été confiée.

Vive à ECAD1 ! Vive ECAD !

Vive ECVP !

Vive la Banque africaine de développement!

PROCHAINS ÉVÉNEMENTS

INDUIRE UN IMPACT GRÂCE À LA CONNAISSANCE : QUELLES SONT LES PERSPECTIVES POUR LE RESTE DE L'ANNÉE 2025 ?

Alors que l'Afrique avance vers un avenir résilient et inclusif, ECAD reste à l'avant-garde du développement des capacités. Nous mettons en place des institutions adaptatives et tournées vers l'avenir, capables de répondre aux besoins en constante évolution du continent. Le premier semestre de 2025 a déjà été marqué par la mise en œuvre d'initiatives percutantes dans toute la région, notamment des dialogues de haut niveau et des sessions de formation technique. Ces initiatives réaffirment notre engagement d'autonomiser les PMR grâce à des solutions pratiques et fondées sur les connaissances.

La marche vers l'avenir se poursuit. Le second semestre sera marqué par une série d'événements passionnants destinés à favoriser l'innovation, l'engagement politique et la collaboration transfrontalière. Ces événements offriront de précieuses occasions d'échanger des idées, d'amplifier les connaissances locales et régionales et de coconcevoir des stratégies pour une croissance durable. Parmi les temps forts à venir, citons la série d'éminentes conférences Kofi Annan 2025 et l'AEC, qui serviront de catalyseurs pour approfondir les connaissances et susciter la transformation.

Nous vous encourageons à rester connectés et à saisir ces occasions pour rencontrer vos pairs et des experts qui façonnent le développement de l'Afrique. Consultez régulièrement cette page pour obtenir davantage d'informations, et recevoir des invitations pour contribuer à façonner l'avenir du renforcement des capacités sur le continent

Apprendre au sujet des prochains événements en cliquant ici.

POSEZ VOS QUESTIONS AUX EXPERTS Q&R

Q:Comment l'Afrique peut-elle mieux tirer parti de sa diaspora pour renforcer ses capacités, et quels sont les principaux éléments à prendre en considération pour garantir l'efficacité et la durabilité de cette démarche ?

R: Avec une population de plus de 160 millions de personnes, la diaspora africaine recèle un immense potentiel pour faire progresser le renforcement des capacités à travers le continent. Grâce à leur expertise diversifiée, leur expérience internationale et leur accès aux capitaux financiers, les membres de la diaspora sont bien placés pour renforcer les institutions, transférer des connaissances, soutenir l'innovation et contribuer à la transformation économique.

Cependant, pour libérer ce potentiel, il faut plus que de la bonne volonté ; il faut une approche délibérée et stratégique. Les gouvernements doivent créer un environnement stratégique propice, avec des cadres précis et des incitations à collaborer avec la diaspora. Cela comprend des dispositions relatives à la double nationalité, la simplification des processus d'investissement et la reconnaissance officielle des qualifications obtenues à l'étranger. Les mécanismes institutionnels jouent également un rôle essentiel. Des cellules ou des plateformes dédiées à l'engagement de la diaspora peuvent faciliter la communication entre les communautés de la diaspora et les institutions nationales. Elles devraient recenser et analyser les compétences de la diaspora, les aligner sur les priorités nationales et soutenir des initiatives ciblées telles que l'enseignement virtuel, les programmes de mentorat et les échanges de consultants.

Les pays devraient s'orienter vers un modèle de « circulation des cerveaux ». Les programmes de retour à court terme, la collaboration à distance et l'engagement numérique permettent désormais aux professionnels de la diaspora de contribuer efficacement sans avoir à se réinstaller de manière permanente. Il est essentiel que cet engagement durable repose sur la confiance et une communication ouverte. L'établissement de partenariats à long terme nécessite de la transparence, la reconnaissance des contributions et la prise en compte des voix de la diaspora dans l'élaboration des politiques.

Les exemples de pays comme le Rwanda, le Ghana et l'Éthiopie démontrent le potentiel de ces stratégies lorsqu'elles sont mises en œuvre efficacement. Les professionnels de la diaspora dans ces pays ont été le moteur de réformes dans l'administration publique, ont fait progresser les établissements universitaires et ont dynamisé l'innovation numérique, offrant un aperçu de l'impact transformateur que peut avoir l'engagement de la diaspora lorsqu'il est correctement exploité.

Envoyez vos questions à:

Prof. Kevin Urama
Vice-Président, ECVP
k.urama@afdb.org
+2252026 4373

Dr Eric K. Ogunleye
Directeur ECAD
e.ogunlaye@afdb.org
+2252026 4517

Dr. Namawu A. Alolo
Cheffe de Division (ECAD.3)
n.aloloalhassan@afdb.org
+2252026 3972

AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

AFRICAN DEVELOPMENT INSTITUTE
INSTITUT AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT